

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

15/05/2015

SAHARA : LA STABILITÉ, LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT PASSENT PAR RABAT

Les médias parlent parfois du Sahara occidental, du conflit en « sommeil » qui persiste dans les provinces du Sud du Maroc. L'ONU a déployé des personnels depuis 1991 dans le but de « surveiller le cessez-le-feu » entre les forces marocaines et le Front Polisario, un mouvement séparatiste entretenu par l'Algérie depuis les années 1970. Les personnels onusiens se succèdent dans cette partie du monde où les tensions s'estompent au fur et mesure des investissements étatiques importants dans la région.

Les Nations unies

Tout récemment le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé d'un an le mandat de la MINURSO, (Mission pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental). Cette résolution est globalement favorable à la thèse du Maroc qui propose également un plan d'autonomie depuis 2007 pour mettre fin au conflit. Comme le souligne Taleb Mohammed, membre du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires Sahariennes (CORCAS), « le Maroc présente un projet crédible, qui respecte les normes et standards internationaux en matière d'autonomie. Le plan marocain pour le Sahara est la seule chance de mettre fin au conflit entretenu par l'Algérie qui est évidemment partie prenante au conflit ».

La résolution 2218 réaffirme aussi la nécessité d'effectuer un recensement des populations dans les camps de Tindouf. En effet, le flou entretenu par l'Algérie sur l'origine et le nombre des personnes des camps de la région de Tindouf est, selon un rapport de l'Office anti-fraude (OLAF), de la commission de l'Union européenne, à l'origine de détournement organisé, depuis des années, des aides humanitaires destinées à ces camps en Algérie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également loué les efforts du Maroc en matière de Droits de l'Homme à travers notamment la création en 2011 **du Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH)** qui a succédé au Conseil consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) créé en 1990. Le CNDH a renforcé les commissions régionales de Dakhla et Laayoune. La situation est beaucoup plus inquiétante du côté algérien. Selon Mohamed Cherif, transfuge du groupe séparatiste Polisario et créateur de l'association Lumière et Justice, que nous avons rencontré à Dakhla et qui a choisi de regagner le Maroc « cette absence de recensement permet aussi toute sorte de manipulation sans compter les violations des droits de l'homme qui sont nombreuses dans les camps du Polisario où règne une totale opacité ». Selon cet ancien militant qui a passé plusieurs années dans une cellule du Polisario de moins de 2m2, « les exécutions et les disparitions sont nombreuses. La situation des droits de l'Homme dans les camps de Tindouf est dramatique. Les populations de ces camps sont tout simplement séquestrées dans des mouiroirs à ciel ouvert depuis une quarantaine d'années et vivent dans des conditions inhumaines intolérable ».

« Un conflit artificiel, résidu de la guerre froide »

La résolution du Conseil de sécurité insiste également sur la nécessité de mettre fin au conflit. Sur ce point, le rapport du secrétaire général Ban Ki-moon insistait sur les conséquences de la frustration croissante parmi les personnes des camps de Tindouf et « l'expansion des réseaux criminels et extrémistes dans la région Sahel-Sahara », ajoutant qu'elles « présentent des risques accrus pour la stabilité et la sécurité de la région ». Selon lui, un règlement du différend territorial « diminuerait ces risques ». Sur ce point il faut souligner que ce conflit est un facteur de crise et de déstabilisation de la région sahélo-saharienne. Seul le Maroc apparaît aujourd'hui comme une puissance stabilisatrice pouvant indirectement faciliter la mission de la force Barkhane déployée depuis août 2014, luttant contre les groupes armés jihadistes, impliquant cinq pays, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad.

Le mur (cf la carte de la Minurso) a été construit dans les années 1980-1986 contre les incursions des éléments armés soutenus par l'Algérie et les pays du bloc communiste dont Cuba – ce qui permet au professeur Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, d'affirmer qu'il s'agit d'un « conflit artificiel résidu de la guerre froide » – est aujourd'hui devenu un excellent rempart contre les infiltrations de toutes sortes : criminelles, terroristes...

Sécurité régionale et coopération sud-sud

La seule porte du Sud, entre le Maroc et la Mauritanie, est le poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz où le Maroc investit pour le moderniser et l'agrandir afin de mieux gérer le trafic routier. Situé au pied du « mur » Guerguerat est un point de filtrage sécuritaire stratégique sur la longue route qui va de Tanger jusqu'à Nouakchott et Dakar. Le site comprend deux énormes scanners pour vérifier le contenu des semi-remorques, des installations informatisées pour la vérification des passeports, une infirmerie et un centre de détection du virus Ebola.

Le contrôle de cette province par le Maroc permet indirectement à l'Europe d'avoir des garanties sur des flux migratoires maîtrisés et de permettre à la force Barkhane de se concentrer sur un axe sahélo-saharien déjà très étendu. Il est très peu probable que les revendications séparatistes du Polisario, instrumentalisées par l'Algérie, apportent une solution sécuritaire dans la région. En 2013, la France constatait la présence d'un membre du Polisario parmi les jihadistes d'AQMI (1).

Le renforcement de la souveraineté marocaine dans la région favorise également les échanges. C'est un trait d'union essentiel vers l'Afrique sub-saharienne dans une stratégie de coopération sud-sud dont le roi Mohammed VI a fait une priorité. Fait marquant et emblématique, au moment où nous visitons le poste frontière nous apercevons un car transportant de jeunes chefs d'entreprise africains se rendant au salon HUB Africa réunissant pour la première fois des investisseurs et des entrepreneurs en Afrique.

Des investissements étatiques considérables pour attirer ensuite des investisseurs privés

Les investissements considérables effectués par le Maroc dans ses provinces sahariennes, se comptant en milliards de dirhams, notamment en matière d'infrastructures routières, immobilières et portuaires, contribuent à développer une région dans une stratégie économique en liaison directe avec le littoral atlantique, ce qui est nouveau car la culture locale était traditionnellement orientée sur l'intérieur des terres, vers le désert.

Dans le secteur touristique, Dakhla (l'ancienne Villa Cisneros espagnole), située à 360 kilomètres au nord de la frontière mauritanienne, est devenue un havre de loisirs pour les adeptes du kitesurf une bonne partie de l'année, recherchant soleil, sable, vagues, vent et tranquillité. Une ligne aérienne (2) intérieure la dessert et l'aéroport accueille chaque année quelques 300 000 passagers. Des progrès sont à effectuer avec des lignes aériennes directes avec la France et l'Espagne ainsi que dans le domaine hôtelier.

La région a profondément changé depuis le départ des Espagnols en 1975. Les villes ont fortement grossi comme Dakhla ou Boujdour. L'agglomération de Dakhla compte actuellement 60 000 habitants contre 5000 en 1975.

Le Maroc investit dans des villages de pêcheurs artisanaux comme celui d'Aftissate ou de N'tireft. L'Etat finance ainsi la barque, le moteur, la formation ainsi que les structures pour commercialiser les produits de la pêche (halle, congélation...). La province d'Oued Eddahab – Lagouira comprend plus de 3200 barques faisant travailler près de 9800 marins-pêcheurs.

Des investissements importants sont réalisés dans le secteur portuaire comme à Dakhla où le port, le deuxième du Maroc après Agadir, est en phase d'extension et peut traiter un million de tonne de poisson dont 670 000 tonnes de pélagiques. Ce port devrait être transformé en port de plaisance quand le grand projet portuaire « Dakhla Atlantique », situé à 70 km au nord de la ville, sera construit pour l'horizon 2030.

Les Centre régionaux d'investissement (CRI) facilitent les démarches administratives concernant la création d'entreprises qui peuvent bénéficier de nombreuses exonérations.

Des femmes engagées dans le développement

Des associations sont créées par des femmes de la région, comme « Sahara Réflexion ». Leurs fondatrices, Naoual BOUJA et Raaboub BHAI, que nous avons rencontré à leur siège de Laayoune, souhaitent s'investir dans le débat public et le développement global à travers des études et des propositions dans le domaine des politiques publiques et de l'économie. Elles veulent également faire entendre leur voix sur le conflit du Sahara marocain, sur la paix et la sécurité, nous indiquant un argument de poids : les responsables de la société civile sont composées à 80% de femmes. Raaboub BHAI est également journaliste à Laayoune TV, première télévision publique de la région lancée en 2004 pour contrer les influences médiatiques d'une radio du Polisario installée en Algérie.

Ces femmes militent aussi pour la création d'un organisme protégeant les consommateurs. Les villes sont inondées de produits divers provenant d'Asie souvent de mauvaise qualité pouvant représenter un danger.

Stabilité et développement

Dans une Afrique marquée par de fortes déstabilisations depuis quelques années, l'autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine semble être la solution la plus sage et la plus réaliste face aux groupes armés conjuguant jihadisme, terrorisme et trafics en tout genre. La sécurité de la région nécessite l'intervention et la protection d'un État stable comme l'est le Maroc, profondément enraciné dans son histoire pluriséculaire, pour garantir un développement harmonieux dans l'intérêt de toutes les populations.

<http://sahara-question.com/fr/opinions/sahara-stabilit%C3%A9-s%C3%A9curit%C3%A9-et-d%C3%A9veloppement-passent-par-rabat>

Coup d'envoi du Festival Gnaoua: Essaouira en technicolor (PHOTOS)

MUSIQUE – Sous un vent à faire envoler les tarbouches, le coup d'envoi de la 18ème édition du Festival Gnaoua et Musiques du Monde a été lancé jeudi 14 mai, au cœur des remparts d'Essaouira.

Le public hétéroclite s'est engouffré dans la médina pour suivre la parade d'ouverture, de Bab Doukkala jusqu'à la place El Menzah. Les troupes folkloriques multicolores ont parcouru les rues, faisant vibrer les murs blancs et ocre de la ville aux sons des guembri, crotales métalliques et tambours.

La soirée de lancement a été marquée par la fusion du grand Maâlem Hamid El Kasri, un incontournable du festival, et de l'Afghan Hamayun Kahn, suivis d'une fusion remarquable du Maâlem Mustapha Bakbou (Maroc) et du groupe danois Mikkel Nordsø Band. Le mélange des guitares électriques et sonorités gnaouies a ravi le public.

Tous horizons

Le festival, qui attire chaque année des centaines de milliers de personnes entre les murs fortifiés de la cité portuaire, tente le pari, comme à son habitude, de faire revivre une tradition ancestrale en mêlant Marocains et touristes de tous horizons, jeunes et moins jeunes, dreadlocks et moustaches fashion, dans une ambiance bonne enfant.

Pendant quatre jours, les quatre coins de la ville résonneront des concerts et fusions d'artistes nationaux et internationaux. La grande place Moulay Hassan, la plage ou encore la terrasse du Borj de Bab Marrakech accueilleront des spectacles en plein air. Des concerts intimistes auront également lieu à Dar Souiri et dans la Zaouia Issaoua.

L'Américain Kenny Garrett, le Nigérian Tony Allen, le groupe malien "Les Ambassadeurs" ou le Guadeloupéen Sonny Troupé seront de la fête aux côtés d'artistes marocains aux parcours musicaux divers, comme la chanteuse Hindi Zahra, les chanteurs Mehdi Nassouli et Aziz Sahmaoui, ou encore les groupes Darga et Diapa-Zone.

Un forum de réflexion sur l'Afrique et son avenir est aussi organisé en partenariat avec le **Conseil national des Droits de l'Homme**, à travers le thème "Femmes d'Afrique: créer, entreprendre". Plusieurs tables rondes se tiendront en présence de personnalités politiques, économiques ou artistiques, marocaines et étrangères.

http://www.huffpostmaghreb.com/2015/05/15/coup-envoi-festival-gnaoua-essaouira-technicolor_n_7290150.html

Morocco health minister says he favours abortion

RABAT: Health Minister El Hossein Louardi (pix) came out in support of lifting Morocco's ban on abortion, saying women should control their own bodies, in an interview published on Friday.

He spoke to the weekly Tel Quel amid a debate sparked by the fact that hundreds of illegal abortions take place in the kingdom every day.

"I am a doctor and citizen first. I believe a woman should have control over her own body," Louardi told the weekly.

"I think it is absolutely necessary to legalise abortion, because it is not only a medical problem but also a social problem."

The minister cited the example of a "helpless woman" becoming "pregnant with a child she can't afford to look after"

"How will she cope? She should have the right to decide," he said.

King Mohamed VI will soon examine proposals on abortion he asked the departments of Justice and Islamic Affairs and the **National Council for Human Rights (CNDH)** to prepare.

In March, Louardi said he favoured "an urgent revision of the law" on abortion in cases involving rape, incest or foetal deformity.

In a country of 34 million people where extramarital relations are illegal, abortion is currently punishable by between one and five years in prison.

Although there are no official figures, it is estimated that between 600 and 800 abortions are carried out every day, sometimes in appalling conditions. – AFP

<http://www.thesundaily.my/news/1412907>

Forum du festival Gnaoua: Femmes d'Afrique, créer, entreprendre !

Rédigé par Blaise AKAME il y a 11 heures

L'information est rapportée par Libération. Le forum du Festival Gnaoua et musiques du monde d'Essaouira revient les 15 et 16 mai courant, pour une quatrième édition qui lui permettra de poursuivre sa réflexion autour du sujet « L'Afrique à venir », initiée en 2012 en partenariat avec le **Conseil national des droits de l'Homme**.

Bon nombre d'intervenants, marocains et étrangers viendront ainsi débattre de thématiques relatives aux femmes africaines, plus précisément du thème « Femmes d'Afrique: créer, entreprendre ».

« Les femmes figurent parmi les principaux acteurs de l'économie, en Afrique, comme partout dans le monde. Elles sont présentes en nombre dans tous les domaines ; elles sont devenues visibles et n'ont plus l'intention de retourner à l'anonymat dans lequel elles ont été si longtemps confinées », indique un communiqué des organisateurs.

C'est sur cette véritable révolution que les débats de ce forum vont se pencher en présence de professeurs, d'anthropologues, de sociologues, de chefs d'entreprises, de militantes et d'artistes, qui partageront leurs expériences, autour de quatre tables rondes: « La famille en révolution », « La nouvelle visibilité professionnelle des femmes », « Femmes et création » et « Femmes et politique ».

« Ce festival pionnier est le prolongement naturel, culturel et musical de la nouvelle doctrine diplomatique, culturelle et économique du Maroc dans son continent. Dans cet esprit, la 4ème édition du Forum nous apportera des éclairages sur le rôle essentiel que jouent les femmes dans la transformation de l'Afrique », explique Neila Tazi, directrice et productrice du Festival gnaoua et musiques du monde.

Il est à souligner que cette tribune annuelle rassemblera, entre autres l'historienne Sophie Bessis, la chanteuse malienne Oumou Sangaré, l'astrophysicienne marocaine Rajaa Cherkaoui El Moursli, la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères Mbarka Bouaida, la présidente du patronat tunisien Ouided Bouchamaoui et celle du patronat marocain Miriem Bensalah Chaqroun.

<http://www.africatopsuccess.com/2015/05/14/forum-du-festival-gnaoua-femmes-dafrique-cree-entreprendre/>

Parliamentary questions

Answer given by Vice-President Mogherini on behalf of the Commission

The EU follows closely the Human rights situation in Morocco, notably through its Delegation in Rabat which is in contact with civil society organisations, Human rights defenders, the **National Council of Human Rights (CNDH)** and the Interministerial Delegation of Human Rights (DIDH). The EU Delegation is aware and follows up on specific cases. Regarding the Gdeim Izik trial, a representative of the delegation together with representatives of other Embassies accredited in Rabat followed the trial and had a follow-up meeting with international observers, lawyers and friends of the detainees.

In the context of our regular political dialogue with the Moroccan authorities, and in particular within the framework of the Human Rights, Democracy and Governance Sub-committee, the EU expresses its concerns about Human rights issues in general as well as more specifically regarding individual cases. The EU also enquires on the actions undertaken to comply with international human rights standards (see in particular the 2013 report of the UNSR Juan Mendez and the CNDH report on the situation of Moroccan prisons in 2012).

The EU is also funding a program to support the National Charter for the Reform of Justice adopted in September 2013. This program aims to enhance: (a) the independence of the judiciary, (b) equal access to justice, (c) the protection of rights and liberties, (d) justice efficiency.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getAllAnswers.do?reference=E-2015-000785&language=EN>

National Preventive Mechanisms Against Torture: Challenges and Good Practices

The **National Human Rights Council (CNDH)** of the Kingdom of Morocco in cooperation with the Association for the Prevention of Torture (APT), organized on May 12, 2015 in Rabat, Morocco an international seminar meeting on the “national preventive mechanisms against torture (NPMs): challenges and good practices”.

The meeting was a contribution to the reflection on the status and the functioning structure of the future Moroccan NPM, in light of the different experiences of NPMs which already are operating in other countries, following the implementation of the Optional Protocol to the UN Convention against Torture (OPCAT) adopted in 2002.

tl_files/EIUC MEDIA/Global Campus of Regional Masters/News/2015/CNDH-Rabat.jpg

Morocco ratified the UN Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (commonly known as the United Nations Convention against Torture – CAT) on June 21, 1993. On November 1, 2012, Morocco started the ratification process of the Optional Protocol (OPCAT) and deposited its ratification instruments on November 24, 2014 becoming the 76th State Party to the OPCAT. Under Article 17 of the Optional Protocol, “each State Party shall maintain, designate or establish, at the latest one year after the entry into force of the present Protocol or of its ratification or accession, one or several independent national preventive mechanisms for the prevention of torture at the domestic level. Mechanisms established by decentralized units may be designated as national preventive mechanisms for the purposes of the present Protocol if they are in conformity with its provisions.”

Should be noticed that Morocco launched on March 4, 2014, together with Chile, Ghana, Denmark and Indonesia, a 10 years long initiative against torture. The main aim of that initiative, among others, is to give a call to governments across the world to join their efforts in order to achieve both a universal ratification of the Convention and its Protocol leading to their concrete practice.

Therefore, the seminar was an opportunity to gather together Moroccan national practitioners and activists from Governmental institutions, members of the CNDH and the Moroccan civil society, parliamentarians, judges, lawyers, academicians and journalists and international experts, including representatives of the UN Committee Against Torture (CAT), the Council of Europe (CoE), the Association for the Prevention of Torture (APT), the Danish Institute against Torture (Dignity), the Office of the General inspector of all places of deprivation of liberty (France) and the national human rights institutions of Mali and Maldives.

At the opening session of the seminar Mr Driss ElYazami, CNDH Chairman indicated that 2015 is a critical year for human rights violations mostly concerning torture. He stated that in finding fruitful and good practical national mechanisms against torture, being adopted by the Moroccan Government through the national legislation, that could lead to end torture and eliminate all types of discrimination against women, children and people with disabilities.

Mr Markus Jaeger, head of the department for migration at the CoE Directorate General of Democracy, was optimistic after the interactive and democratic dialogue among the participants. However he stressed

that seems crucial for the Moroccan authorities to take concrete legislative measures in order to prevent torture, otherwise any efforts and initiatives by the civil society and human rights stakeholders would remain only as recommendations.

Mrs Esther Schaufelberger, the APT Program Officer for MENA, mentioned the importance of the civil society in the fight against torture. Nevertheless, she stated that the civil society should work on developing national mechanisms against torture in cooperation with the national institutions but at the same time working also in an individual and parallel way itself, observing not just the governmental and other organizations but also itself for improving its capacities and abilities for the best result.

<http://eiuc.org/education/global-campus-regional-masters/news-detail/items/national-preventive-mechanisms-against-torture-challenges-and-good-practices.html>

Concluding observations of the UN Committee on the Rights of the Child

The Inter-ministerial Delegation for Human Rights (DIDH) and the **National Council for Human Rights (CNDH)** of the Kingdom of Morocco, with the support of UNICEF, organized on May 13th, 2015 in Rabat, Morocco a national seminar on the presentation and monitoring of the concluding observations of the UN Committee on the Rights of the Child.

The concluding observations CRC/C/MAR/CO/3-4 based on the combined third and fourth periodic reports of Morocco was published on October 14th, 2014 and after an examination on the measures undertaken and progress achieved by the Kingdom of Morocco, moves towards to the main areas of concern and recommendations, calling Morocco as a State party to take all the appropriate measures to ensure that the recommendations are fully implemented.

The UN Convention on the Rights of the Child (CRC) is a human rights treaty which sets out the civil, political, economic, social, health and cultural rights of children. It was signed on November 20th, 1989 and became effective on September 2nd, 1990. With 195 State Parties, the CRC is the most rapidly and widely ratified international human rights treaty in history, according to UNICEF. The Kingdom of Morocco ratified the Convention on June 21st, 1993.

The purpose of that seminar was to disseminate the concluding observations of the Committee with different national practitioners and civil society activists to a better understanding of the recommendations under the conditions of the Rights of the Child in Morocco in order to set up a framework for monitoring the implementation of those recommendations.

Among the participants who attended the seminar from Moroccan ministerial departments, national institutions, members of the civil society and staff from the National Human Rights Council (CNDH) and the Inter-ministerial Delegation for Human Rights (DIDH), were also representatives from UNICEF and the UN Committee on the Rights of the Child.

In this context, Ms. Regina De Dominicis, representative of the UNICEF Office in Morocco, mentioned the importance of the Concluding observations stating that "such a document is very important for Morocco as it includes guidelines for addressing the identified constraints and proposes priority actions in both programmatic and institutional terms to be undertaken during the next five years in order to succeed the best achievement for children's rights".

For his part, Mr. Driss El Yazami, Chairman of the CNDH, stated that "this review process engages Morocco before the Committee on the Rights of the Child, to assume fully the efforts of the implementation of the recommendations through a participatory approach involving all stakeholders. It is therefore necessary to strengthen these initiatives and the structure to allow wide dissemination of information relating to this process and to coordinate efforts to develop a roadmap for the implementation of those recommendations as in an inclusive approach".

<http://eiuc.org/education/global-campus-regional-masters/news-detail/items/concluding-observations-of-the-un-committee-on-the-rights-of-the-child.html>



الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان توقع أن يتم سحبها

الصبار: مسودة القانون الجنائي قد تكون مجرد بالون اختبار

1677/11

منير أبو المعالي

موقف محمد الصبار من مسودة مشروع القانون الجنائي لم يتغير، بل يزداد حدة؛ وفي ندوة دعت إليها محكمة الاستئناف بالدار البيضاء، أول أمس، قال الصبار «إن المسودة المعروضة من لدن وزارة العدل والحريات قد لا تكون، في آخر المطاف، سوى بالون اختبار قدم لاستفزاز الرأي العام، وفهم الاتجاهات الرئيسية لموقفه من التعديلات المقترحة، ثم بعدها يطوى الموضوع إلى أجل لاحق، وحتى إن كنت أستبعد أن يكون هذا السيناريو هو ما يحدث الآن، إلا أنني أضعه في ذهني كاحتمال، ولو بنسبة ضئيلة». الصبار هاجم من سماهم «أولئك الذين يقولون إن الشعب بيننا (في حسم الجدل حول مسودة المشروع)»، وقال: «إن هؤلاء يقودون نقاشا خاطئا وغير مُستساغ».

وركز الصبار على عقوبة الإعدام الواردة في المسودة وقال: «نحس بحرج كبير في العالم بسبب الإقرار بهذه العقوبة، وكان من يفعل ذلك يتجاهل الشركاء الدوليين للمغرب، ولا يعرف حجم الضغوط التي نتعرض لها بسبب شيء لا ينفذ، ومع ذلك نتركه على قيد الحياة. إن الغربيين سيقولون: "لم يتركوا عقوبة الإعدام في قانونهم رغم أنهم لم ينفذوها منذ 1993؛ ربما يتركونها لتصفية المعارضين السياسيين في وقت ما". التفاصيل ص 5

حول كل من محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، والطبيب عمر، وهو محام بارز في هيئة الدار البيضاء، أعمال ندوة حول مسودة القانون الجنائي في بيان وطن سياسي وتقتي.

الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان يشن هجوماً غير مسبوق

الصبار: مسودة القانون الجنائي قد تكون مجرد بالون اختبار

مدير التحرير

موقف محمد الصبار من مسودة مشروع القانون الجنائي لم يتغير بل يزداد حدة، وفي سبوت دعت إليها محكمة الاستئناف بالدار البيضاء إلى اوس. قال الصبار: إن ذلك الذي يقولون إن الشعب بينما في نفس الجدل حول مسودة المشروع إنما يقولون بأننا خطانا، وغير مستنسخ. كيف لي أن أقبل بأن يعرض مشروع قانون على الاستئناف بالمغرب، بينما لا يوجد أحد في هذه الدنيا يعرض قانونا على الشعب في صورت عليه بصفة مناصرة، وحتى سويسرا، وهي مرجع الناس في مسألة الاستفتاءات حول البناء لفصل بالمغاسيل اليومية للبحار، لم يسبق أن عرضت قانونا، ولا يجرى قانونا جنائيا للاستفتاء، وبالمناسبة إلى الصبار، فإن الطريقة الوحيدة لحسم النقاش حول مسودة المشروع يجب أن تكون البرلمان مغربته، ولا توجد طريقة أخرى. ولا يقبل الصبار، أيضا، أن يقال إن المشكلة حول المسودة تعكس صراعا بين المحللين والإسلاميين، لأن من يقول بهذا إنما يسعى إلى تفتيت الناس، ودعوة عواظهم ومن غير القبول أن تدبر حيلة لإقرار نص قانوني بهذه الوسائل. ويعتقد الصبار، وهو يشهدت باسم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، على أن المسودة المعروضة من لدن وزارة العدل والحريات، قد لا تكون في آخر المطاف سوى بالون اختبار قد لا يستفاد من الرأي العام، وفيه الإشارات الرئيسية لوقف من التعديلات المتوخاة. لم يعبأ على الموضوع إلى أجل الحق ولكن استبعد أن تكون هذا الاستمارة هو ما يحدث الآن رغم أنني أضعت في ذهني كاتشمان، ولونيسية شتيلة.

الأمين: معالجة بالتبليغ

ومع ذلك، تهاوى الصبار المواد المخرجة للجلد في السوداء، وكانت العقوبات أخففة على جنحة الإطعام العلمي في رمضان واحدة، فهو يقول إن القوانين تصدر عن رغبة في الإجابة عن حاجيات المجتمع الضاعفة، لا أن يشرع في تقنين جرائم مستحددة أو جنح افتراضية لا توجد على أرض الواقع. ما معنى إن يعاقب على الإطعام في رمضان، وكان هذا الفعل عاميا في المجتمع، مستخدوما إلى الاحتكام، وتكرر ما كتبه فساد، وسؤاؤكون في، ما كتبه بالدار، عارم على شخص يحاكم بالإطعام العلمي في رمضان، لقد طابت من وزير العدل أن يقدم لي دراسة إحصائية حول عدد الجرائم المقررة في هذا الصدد، لكنه لم يفعل، لأنهم يعرفون أن النتيجة ستكون مخيبة للآمال، ويستنشط أي معنى لنص غليظ في المسودة يعاقب على فعل غير مرسوم تقريبا.

والإيمان، والتي تكشف عن عدم وجود تعريفاً دقيقة لما يعاقب عليه القانون، وفي هذا الإطار يقول

الصبار: إذا كنا نستعاب على إزراء الأديان، فاي من هذه الديانات نصد؛ لم نصدراً قائماً، وما يعرضون الديانات السماوية لكل هل الديانات غير السماوية قابلة للإزراء، مستنطق في تمييز على الإنسان الذي بكل سيطرة عندما تقي بهذه التمايزات بين الأديان في القانون الجنائي، وعرج الصبار على ما تسميه المسودة بزرعة عقيدة مسلم، وكما لم تهم ما تعنيه عبارة الأديان الواردة في النص، فإنه لم يهجم ما يعنيه المسلم، ويقول: «كان عليه وضع تعريف لكلمة مسلم كي نهم بالضبط كيفية زرعته عقيدته، هل المسلم هو عرف بإسلامه هكذا، أم هو كل من يؤدي الصلاة في المساجد، أو يؤدي صلاة الجمعة على الأقل». وكيف ننظر إلى ذلك الشخص الذي لا يظهر دينه ملاً، فلا يصلي ضمن جماعة أو في مسجده، وإذا كان القانون يجرم زرعته عقيدة المسلم فإن الصبار يود أن يكون تطبيق هذا الملتزم بالزرعة أكثر شمولية، كيف لنا أن نعالج على إزراء الأديان كالتبوية مثلا، ثم نعود في البست لأحق لجرم زرعته عقيدة المسلم وحده. البست زرعته عقيدة يهودي تتطابق مع منطق العقاب على الإزراء كما هو وارد في القانون نفسه، بل أسوأ، ليس التمييز بين العقائد، وتعتقها، أمر يناقض حقوق الإنسان، أنهم يظنون ما أن نعالج اليهودي إذا استعمل مسلحا، ثم يرددون منا، أيضا، أن ندم المسلم لشانه إذا استعمل اليهودي عن دينه، أو ربما قد تمنحه جائزة على فعله ذلك».



محمد الصبار

ويعيب هذا المحامي كيف أن المسودة لم تراع جيدا التناوب بين الجريمة والعقاب، وأنت تنصون قديمة على أن الزمن مثل القول بأن لا أحد يعذر بجعله للآخرين، لأن هذه الصياغة الفرنسية متجاوزة حتى في القانون الفرنسي نفسه، وأصبحت مغلقة بشرط أن تكون الجرائم مغلقة مسبقا بأسباب مغفلة، ما حدث للملطي البريطاني في مراكش، مثال على ذلك، لأنه إن جعلت جرم آفانكون المغربي للشود، بينما هو معاق في بلاده، فوقع نتيجة لذلك ضغط على المغرب، انتهى بإطلاق سراح البريطاني والإيقاع على الشاب المغربي رهن الاعتقال، وتحولت القضية إلى فضيحة قضائية، ويقول الطبيب عمر

إذا كانوا يريدون الدفاع عن شريعة الله، فليشرعوا في تطبيق حد قطع اليد.

الإعدام وعلى من يتكلم مثل هذه العوائق إن يحضر إلى جنف ليعسم ما إن يعجه حول حقوق الإنسان، إنهم يتفكرون تأملنا بقل إضافي وغير محتمل. وعلى كل حال بقل الصبار في قدرة المجتمع المدني على تطويق ما تنوي الحكومة القيام به، ويقول: إن الملك جنما أراد أن يوجه رسالة بشأن حقوق الإنسان، فإنه توجه إلى المجتمع المدني في المنتدى العالمي لحقوق الإنسان في مراكش، ولم يذهب إلى الحكومة، وهذه رسالة يجب أن تفهمها الحكومة حينما تنظر فيما يقوله بشأن ما نطرحه من نصوص.

الطيب: يمكن لعديد ديوان الرمد أن يفرض عن المتعاقبين قبل البيت في الصمو

إن التمييز على عقوبة الإعدام في المسودة يظهر مرتكبا، فهو يعاقب بها على جرائم معينة، بينما جرائم ماثلة أو أخف يعاقب عليها بالأميد فقط، مثل جريمة التعذيب القرون الجنائية، ويقول: «يوجد قائل من العلي في النصوص المتعلقة بعقوبة الإعدام، وقد كنت مؤيدا لهذه العقوبة في وقت مضى، حتى عندما كنت أعد مسودة مشروع القانون الجنائي في عهد بوزيغ، لكني الآن، لا أرى أي سبب يدعوني إلى تبيد التمييز عليها في القانون». وادى هذا المحامي أيضا، ملاحظة حول المواد المتعلقة بإماتة الأديان، فهو يقول بأن النص لم يمتد أبدا من الأديان، بقصد، وهل المتكلمين في القرآن، أم في كتب التاريخ، وعندما أراد عقاب الذين يهينون الأديان، عاقبهم بقربوات مختلفة، بينما دفع بالعقوبات المثلثة على الأشخاص الذين يهينون أشخاصا عابدين بينما في حدما الأقصى. مثل من سب رموز الملكة في اجتماع عام، فإنه يعاقب 5 سنوات، ومن سب النبي محمد، يعاقب في أفضل الأحوال بسنتين حبسا.

وقال الطيب عمر: «إن أخطر ما تنطوي عليه المسودة هي المادة 53، فهي تمنح لرئيس لجنة العفو أو من يوب عنه أن يفرض عن طالب العفو قبل أن يبت في طلبه، أي إن مدير ديوان وزير العدل، أو أي مدير في الوزارة يفرض له وزير العدل هذه الصلاحيات، يستطيع أن يفرض من طالب العفو بهذه الطريقة، هل تتصورون شيئا غير معقول كهذا؟، وإن كان ما فعلته المسودة هو، أن أريست خوارل القضاء، فمنذتهم من كل النصوص الجزائية على الأفعال المرتبطة بحسن سير العدالة، وتروكت الموظفين وحدهم يتلقون اللوم والسجن. من الواضح أن من كتب هذه المادة كان حريصا على راحة القضاء».



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
 Conseil national des droits de l'Homme

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس

**ملتقى
 افريقيا
 المستقبل**
 نساء افريقيا
 الابداع، والاستثمار
 من 15 االى 16 ماي 2015



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
 Conseil national des droits de l'Homme
 بمشاركة المجلس الوطني لحقوق الإنسان

JEUNE AFRIQUE



مهرجان الصورة
Gnaoua
 وموسيقى العالم
 الدورة 18

596 36 11

#gnaoua18
 festival-gnaoua.net

النساء والابداع

**المشرفة
 المعطي تبال**
 كاتب ومترجم
 المغرب

عائشة مودج
 برادية، رئيسة لجنة الثقافة والاتصال
 السنغال

فايا مولوي
 صحافية مستقلة
 الجزائر

أوا مايي
 مبدعة ومديرة
 مهرجان دولابا
 مالي

فايزة شيون
 مبدعة ومؤسسة
 "فايزة شيون تسي"
 السنغال

نجمة مهديجي
 فنانة لتكزيرة
 المغرب

الأسرة في تطور

**المشرفة
 صوكلي ميميس**
 مؤرخة
 تونس - فرنسا

أدجوانو فلو ندياي
 مساعدة ممثلة هيئة الأمم
 المتحدة الخاصة بالأساء
 نيجيريا

مريم بابا أحمد
 باحثة أنثروبولوجية
 موريتانيا

فاطمة الصنفي
 أستاذة بجامعة فاس
 المغرب

النساء والسياسة

**المشرفة
 نجمة عملي أمجد**
 طبيبة أطفال وخبيرة لدى
 هيئة الأمم المتحدة في حقوق
 الأطفال ومؤسسة جمعية بعثي
 المغرب

مباركة بوحيدة
 وزيرة منتدبة لدى وزير الشؤون
 الخارجية والتعاون
 المغرب

سهر بلحسن
 رئيسة لجمعية للتضامنية
 الدولية لحقوق الإنسان
 تونس

ريجة عبد الوجود
 رئيسة اللجنة الوطنية
 لحقوق الإنسان
 موريتانيا

أمينة السلاوي
 رئيسة اللجنة الوطنية
 لحقوق الإنسان
 المغرب

أمل الصغري
 نائبة الأمين العام للاتحاد
 المغربي للنساء
 المغرب

البروز المهني الجديد للنساء

**المشرفة
 نادية صلاح**
 صحفية تحرير مجموعة إيكو- ميديا
 المغرب

مريم بنصالح شقرون
 رئيسة الاتحاد العام لطلاب المغرب
 ورئيسة الاتحاد المغربي للشغلين
 المغرب

وداد بوشاوي
 رئيسة الاتحاد النسوي للتضام
 والتجارة والصناعة التقليدية
 تونس

أوج ستلاوي
 مهندسة معمارية ومفكرة
 مالي

رجاء القراوي المرسي
 أستاذة بجامعة محمد الخامس بالرباط
 المغرب



خالد العطافي (*)

"شاعلة"

سرير الخيانة

لو لم يكن عبد الإله بنكيران رجل سياسة، لاستحق لقب أشهر مسرحي في العالم، وفازت مسرحياته بكل الجوائز الفضية والذهبية من أرقى المهرجانات الروسية والألمانية وحتى العربية. انظروا لحركات يديه فوق الركح، ألا تعبر عن موهبة مسرحية نادرة؟ وتمعنوا جيدا في نبرات صوته النابعة من القلب، والتي تجعل الحاضرين ينسجمون مع شخصيته ويتماهون مع حكاياته، وانتبهوا إلى عذوبة قهقهاته، حتى في لحظات غضبه، ألا تكشف عن ممثل مسرحي يتقن كل الأدوار، مهما بدت مستحيلة؛ لكنه للأسف انشغل عنا بالسياسة، وحرّم المغاربة من "طاقة" مسرحية لا مثيل لها. وطبعاً، يحرص الممثل بنكيران على حيك قصته المسرحية بدقة، فيسأل الحاضرين ويجيب بدلا عنهم، ويستعين بالحكم والأقوال الماثورة من تراثنا، ويتحدى المعارضين، مرة بالأرقام والمعطيات، ومرة أخرى بابتسامته، حينها يصفقون لبراعته من شدة الإعجاب، تماما كما في العروض المسرحية العالمية.

عادة، يفضل بنكيران المسرح الفردي الارتجالي، وهو فن لا يقربه إلا كبار الممثلين، ويرتاح إلى حوارهِ الفني فوق ركح البرلمان، وفي مهرجاناته المسرحية التي تجوب المغرب جنوبا وشمالا إرضاء لمعجبيه، وأحيانا أخرى يتجه نحو المسرح العبثي، فيصف الأخرين بالسفهاء أو المسرح الدرامي في قلعته بـ"البيجدي"، أو المسرح العمالي بين أحضان نقابة محمد يتيم.. هكذا هو بنكيران ممثلا موسوعيا يتقن كل الأدوار ويستميل قلوب عشاق الفن الرائع.

من آخر مسرحياته النادرة مواجهته لمحمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، فقد سأله بلغة مسرحية راقية أمام جمهور القانون الجنائي المغربي، قائلا: "ماذا لو وجدت زوجتك في السرير مع رجل غريب؟"، فرد الصبار: "أنه لن يقتل زوجته، ويفضل الاتصال بالشرطة من أجل تطبيق القانون، فرد بنكيران بحركة إيحائية مسرحية لا يتقنها إلا شكسبير: "ولا واه ما ماتشش فينا النفس حتى لهذه الدرجة"، حينها صفق الجمهور، وابتسم الممثل مزهوا بنصره. وحفاظا على الحبكة المسرحية لم يكمل بنكيران تكهناته، خوفا من السقوط في الرتابة التي تقتل الإبداع، ولم يخبر الجمهور عن احتمال ضبط الزوجة لزوجها فوق سرير الخيانة، ولا مصير الزوج صاحب "النفس"، بعد التخلص من الخائنة وقضائه سنوات خلف القضبان، فيصبح "لا تيتي لا حب الملوك"، كما تقول الحكمة المغربية.

إنها البراعة التي جعلت بنكيران يترك باب التاويلات مفتوحا لدى الحاضرين، أو هكذا هم كبار الممثلين والمخرجين، فهو لم يتحدث عن الطلاق الذي يجعل الزوج يتخلص من المرأة الخائنة أو العكس برقي حضاري، ولا حنينه إلى "النفس" الأمانة بالسوء، علما أن اللجوء إلى الشرطة وتطبيق القانون يضمن إنصافا للخائنين والمتضررين على حد السواء.. المهم أن نستمتع بموهبة بنكيران، والجمهور هو الحكم في الأخير، كما يقول دائما.

لا يابه بنكيران لغضب بعض الجمهور من مسرحيته الأخيرة، إذ سرعان ما انشغل بالإعداد لمسرحيات أكثر إثارة، وحوارات مع أشهر القنوات التلفزيونية العالمية، فهو الآن نجم بامتياز لا يلتفت إلى الوراء، فذاك من اختصاص النقاد والمعارضين لمسرحياته... نحن في انتظار إبداعك أيها الفنان اللامع.

(*) موقع في الواجهة www.filwajija.com



الطيب عمر: لا يجب إقحام الدين في القانون الجنائي

قال محمد الطيب عمر، محام بالبيضاء، إن مسودة القانون الجنائي لن تمر بالشكل المطروحة عليه اليوم للنقاش، قبل أن يعمل على «تعرية» عشرات العيوب المتضمنة فيها بابا بابا وفصلا فصلا ومادة مادة، معتبرا أن المسودة ضعيفة وفي حاجة إلى مراجعة كبيرة، ومن العار أن يمر قانون بهذا المستوى.

وأكد الطيب عمر، خلال مداخلة، أول أمس (الأربعاء)، في أشغال ندوة «المستجدات التي جاءت بها مسودة القانون الجنائي» المنظمة من قبل محكمة الاستئناف بالبيضاء، ما ذهب إليه محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، في ما يخص عقوبة الإعدام، معتبرا أن المدافعين يقولون إنهم يتشبثون بنصوص الإسلام، وهي مسألة مغلوطة على اعتبار أنه من غير المقبول التشبث بالإسلام في هذه العقوبة بالضبط وإغفاله أو تحييده في باقي العقوبات. واعتبر الطيب عمر أن مسائل الدين لا يجب حشرها في القانون الجنائي نهائيا، مذكرا بأن هذا الإقحام قد يسيء إلى هذا الدين ورموزه، مقدما مثلا بالعقوبة الواردة في إهانة الرسل والأنبياء والذات الإلهية، والتي لا تتعدى سنتين في حين أن إهانة رموز المملكة، وهي العلم والتشيد الوطني والأوسمة الملكية تصل فيها العقوبة إلى خمس سنوات.

وذكر الطيب عمر بالعقوبات المشددة ضد الفساد والذعارة، والتي تصل إلى خمس سنوات لشخص ترك منزله لصديقه لقضاء بعض الوقت برفقة امرأة، في حين تساهل مع ناهبي المال العام، إذ نجد أن العقوبة في الإثراء غير المشروع تتراوح، حسب المسودة، بين شهرين وستين، متسائلا في الوقت نفسه من الذي يضر المواطن أكثر، هل من نهب ماله أو من اختلى بصديقه.

الصديق بوكزول
التمتة في الصفحة 9

الطيب عمر: لا يجب إقحام الدين في القانون الجنائي

الصبار قال إن الإعدام عقوبة همجية والمسودة جرمت جرائم افتراضية

(تتمة الصفحة 1)

البت في ملف بسوء نية، معتبرا أن القاضي له كامل السلطة التقديرية للبت في ملف في الوقت الذي يراه مناسباً. واعتبر الصبار أن ترديد رئيس الحكومة وبعض الوزراء لعبارة «بيننا وبينكم الشعب» غير مقبول، على اعتبار أنه لا توجد دولة في العالم حسم فيها الشعب أو صوت فيها على القانون الجنائي، مضيفاً أن الصراع بين الحدائين والإسلاميين مغلوط ولا يجب العمل على دغدغة عواطف المواطنين.

وأهوى الصبار مداخلته بالتأكيد على أن القانون الجنائي الذي سيرعرض على البرلمان للتصويت عليه سيستمر لثلاثين أو أربعين سنة على الأقل، وبالتالي يجب أن يكون هذا القانون مساهما في استقرار البلد والرقى بسلوك المواطن.

الصديق بوكزول

وعرج الصبار على بعض المقترحات ذات النخبة الدينية التي وردت في مسودة القانون الجنائي، معتبرا أن المسودة تحدثت عن ازدراء الأديان، وفي الوقت نفسه جرمت زعزعة عقيدة مسلم وغلفت باقي الديانات مثل اليهودية، وهذا يتنافى مع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان. كما استفسر الصبار عن سبب إدراج بعض الجرائم في المسودة والتي يعتبر أنها جرائم افتراضية واحتمالية، من قبيل الإفطار في رمضان، متسائلا عن حجم هذه الظاهرة في المغرب، وكذا عدد القضايا التي سبق أن عرضت على المحاكم والتي تبقى قليلة جدا، وبالتالي يطرح سؤال عن سبب إدراجها في المسودة، ما دام أنها غير مطروحة بشكل لافت في المجتمع. ونبه الصبار إلى ما سماه التعدي على السلطة التقديرية للقاضي من خلال تجريم تأخير

من جانبه، أكد محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن «عقوبة الإعدام همجية ووحشية ونوع من أنواع التهديد»، مضيفاً أن «الله وحده هو الذي يحيي ويميت ولم يفوض ذلك لأي شخص». وأضاف الصبار أن دفاعه عن ضرورة إلغاء عقوبة الإعدام من القانون الجنائي مرده إلى أن الواقع أثبت أن هذه العقوبة غير رادعة، كما أنها لم تنفذ منذ 1993، وأنها تصدر عن هيئة قضائية مكونة من بشر وبالتالي احتمالات الخطأ واردة وبعد اكتشافه سيكون من المستحيل تصحيح الخطأ، هذا علاوة على أن العقوبة وظفت سياسيا في العديد من الدول وما يحدث في مصر شاهد على هذا الكلام.



الدعوة إلى إحداث مرصد جهوي للتبوع وتقييم تنفيذ التوصيات الأهمية الخاصة بحقوق المرأة

16/05/2015

إن المشاركين في هذا اللقاء طالبوا بمجموعة من الإجراءات لتعزيز قدرات مختلف المتدخلين، لضمان انخراط فعال وأنشطة ناجعة في مجال حقوق المرأة. وأضاف أن المتدخلين في لقاء مراكش دعوا، أيضا، إلى إحداث نظام إعلامي لتجميع المعطيات التي تهم إدماج التوصيات الأهمية المتعلقة بحقوق المرأة في السياسات المحلية.

وتناول المشاركون في هذا اللقاء التحسيسي والإعلامي مجموعة من المواضيع همت، على الخصوص، "الالتزامات الدولية في مجال حقوق الإنسان"، و"الخطة الحكومية للمساواة (إكرام) في أفق المناصفة"، و"دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان" و"المساواة وعدم التمييز تجاه النساء .. مرجعية دولية وولاية لهيئة الأمم المتحدة - للمرأة".

■ دعا المشاركون في يوم إعلامي وتحسيسي انعقد، الثلاثاء الماضي بمراكش، حول موضوع "الالتزامات الدولية للمغرب في مجال حقوق النساء"، إلى إحداث مرصد جهوي لتتبوع وتقييم تنفيذ التوصيات الأهمية الخاصة بحقوق المرأة.

وقد التأم المشاركون في هذا اليوم التحسيسي، من بينهم ممثلون عن المجتمع المدني والمنتخبون المحليون والباحثون، للتفكير، بصيغة الجمع، في تحديد السبل الواعدة لوضع، على المستوى المحلي والجهوي، آلية جهوية مخصصة للبحث والتفكير وتتبع تنفيذ التوصيات الأهمية في مجال حقوق المرأة.

وقال عبد العزيز كراي، مدير التنسيق والنهوض بحقوق الإنسان بالمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان،



يوم دراسي بكلميم حول موضوع « واقع الحقوق الاقتصادية والاجتماعية ورهانات التنمية بالجهة »

على وضعية الحقوق الاقتصادية والاجتماعية بالجهة، وعلى مستوى الولوج إليها باعتبارها ركيزة أساسية للتنمية البشرية المستدامة، وكذا المساهمة في النقاش العمومي حول بلورة رؤية متكاملة لمشروع تنموي جهوي يضمن الحقوق ويراعي المؤهلات ويستجيب للتطلعات المحلية.

وس يتم خلال هذا اليوم الدراسي إلقاء مجموعة من المداخلات ستتناول مواضيع تهم " مكانة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية ضمن منظومة حقوق الانسان وطينا ودوليا وعلاقتها بالتنمية " و " الحقوق الاقتصادية والاجتماعية بالجهة : الواقع والتطلعات " و " مقارنة لمسارات ورهانات التنمية بالجهة " و " الحق في التنمية ورهانات الفاعلين في السياسات العامة : قراءة في الظاهرة الأعيانية بالصحراء وأزمة التأسيس لثقافة الحكامة المحلية بالصحراء " و " الفعل الاحتجاجي بالجهة : آلية غير تعاقدية لتقييم السياسات العمومية " .

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان طانطان- كلميم ، يوم غد السبت بمقر الاكاديمية الجهوية للتربية والتكوين بمدينة كلميم ، يوما دراسيا حول موضوع " واقع الحقوق الاقتصادية والاجتماعية ورهانات التنمية بالجهة " .

ويندرج تنظيم هذا اليوم الدراسي، في إطار المهام الموكولة للجنة الجهوية لحقوق الإنسان طانطان- كلميم في مجال النهوض بثقافة حقوق الانسان وإثراء النقاش حول مختلف القضايا والإشكاليات المرتبطة بها.

ويشارك في أشغال هذا اليوم الدراسي، الذي ينظم بشراكة مع جمعية منتدى المدينة بكلميم، حسب بلاغ للجنة، عدد من الأساتذة الجامعيين والباحثين والمهتمين بالموضوع، فضلا عن ممثلي عدد من المؤسسات والمصالح الخارجية وفعاليات المجتمع المدني.

ويتوخى المنظمون من هذا اليوم الدراسي، الوقوف



مؤاخذات المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول مسودة القانون الجنائي تلهب الحرارة بقاعة استئنافية الرباط

الحق في الحياة المكرس دستوريا لا يعني حذف عقوبة الإعدام

22/05/15
عبد الله الشرقاوي

في إطار التعقيب أن مسودة مشروع القانون الجنائي التي مازال المجلس لم يبلور بشأنها رأيا. احتفظت بنفس الهندسة وكان عليها أن تنقيد بهندسة دستور 2011 للتأصيل الحقيقي للحقوق والحريات التي جعلها الدستور من الأولويات. وأن جرم الأفعال هو حماية للمواطن أيضا. ولأن الأمر يتعلق بخيارات استراتيجية وأن الهدف من المقاربة النقدية هو السعي للارتقاء بالبلاد التي انخرطت في التزامات دولية. حيث إن الآليات الأمنية تراقب حتى النصوص القانونية من جانب صياغتها.

وأوضح المشاركون في هذا اللقاء أن مسودة مشروع القانون الجنائي جاء بمستجدات مهمة. إلا أن النقاش ركز على نقط محددة تهم الجهر بالافطار في رمضان والفساد خارج العلاقة الزوجية وازدراء الأديان والاعدام. علما أن أغلبها غير مستجد.

في هذا الصدد أبرزت الدكتورة رجاء ناجي أن النقاش يجب أن يكون متزنا ومنطقيًا وهادئًا بعيدا عن الاستغلال الأيديولوجي في ظل وثيقة دستورية أشارت لأول مرة إلى المرجعية الإسلامية 19 مرة. مبرزة أنه لاوجود لحرية مطلقة وإنما حرية مسؤولة مع احترام العيش المشترك. وأن الحق في الحياة المنصوص عليه في الدستور لايعني إلغاء عقوبة الإعدام. لأن هناك جرائم شنيعة لا تكفي فيها مثل هذه العقوبة. كما أن السكر العلني أصبح معاقبا عليه في دول لتأثيره على الفضاء العام والمساس بالآخرين. من جهته، أوضح الأستاذ مصطفى البرتاوي أن القرارة المنأبة للفصل 20 من الدستور الذي ينص على أن الحق في الحياة هو أول حقوق الإنسان ويحمي القانون هذا الحق. يجعل مفهوم الحماية عاما يضعب ضبط نطاقه. والتي قلصها المشروع في حدود 11 مادة بعد أن كانت موزعة على 31 مادة. علما أن قانون العدل العسكري الجديد نص عليها في 5 حالات. والتي أصبح الحكم فيها بإجماع هيئة الحكم في مشروع قانون المستطرة الجنائية.

توصيات ميثاق إصلاح منظومة العدالة، الذي استند بدوره على توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان. والاتفاقيات الدولية والقوانين المقارنة. مع استحضر مظاهر الجريمة المستجدة.

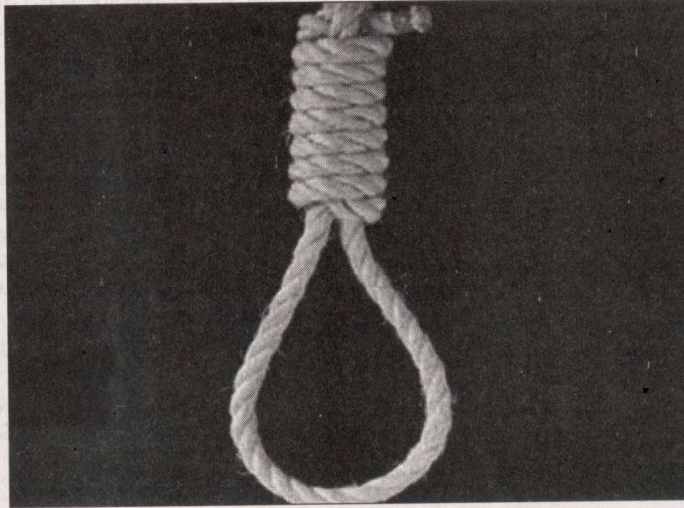
وأشار الأستاذ الداكي إلى أن مشروع القانون الجنائي لا يتضمن تقدما باعتبار أن الأمر يتعلق بنص تعديلي. الذي ستوضع له ديباجة بعد استكمال وجميع الملاحظات وأن باب الاقتراح مفتوح لكل ما هو بناء يخدم مصلحة البلد. مع الحفاظ على القويمات الوطنية وثوابت الأمة. خصوصا وأن الحفاظ على الجنائي لايسطر حقوقا وإنما يشترع لتجريم أفعال من باب الاحتياط.

في هذا الصدد أوضح ممثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان

وجه ممثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان سهام النقده لمسودة مشروع القانون الجنائي لكونه لم يرتبط بالسياق العام لحركة المجتمع والسياسات التشريعية وافتقاره لأي مذكرة توضيحية، أو ديباجة تبين ماهيته وطبيعته وروحه في إطار صيرورة مجتمعية، لكي يستشرف المستقبل ويقع التغيير في فلسفته وروحه. وجاوزا للظرفية السياسية التي حكمته 1962 وما لحقه من تعديل.

وأكد مصطفى الناوي أنه إذا كانت هناك أمور إيجابية في مسودة مشروع القانون الجنائي، إلا أنه كان يجب أن يخضع لمزيد من التفكير للإجابة عن تساؤلات في سياق السياسية والعدالة الجنائية. وتفاذي أحكام القيمة. وغياب وجود علاقة منطقية بين غلو وقسوة العقوبات وانخفاضها. فضلا عن أن صياغة بعض الفصول تفتح الباب للتلاعب. والافتقار إلى دراسة حول مدى فعالية التجريم وحالات العود. لأن مدار النقاش هو الوقاية من الجريمة والحلول دون حالات العود. علما أن الأمر مرتبط بتطبيق نص داخل الحاكم والسجون. التي أجز بشأنها المجلس تقريرا سنة 2004. إضافة إلى طرح الأسئلة حول النصوص القانونية التي لا تطبق ومدى وجود مؤسسات تقويم الانحراف.

وقد خلفت مداخلات المجلس الوطني لحقوق الإنسان مساء الأربعاء المنصرم في ندوة عقدتها محكمة الاستئناف بالرباط حول مستجدات مسودة مشروع القانون الجنائي ردا. في إطار التعقيب. من طرف الأستاذ مصطفى البرتاوي. وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية بالرباط. الذي أبدى اختلافه مع هذا الأخير. وتساءل ما إذا كانت المداخلات شخصية أم رأي للمجلس. ليليه في آخر المتدخلين الوكيل العام بمحكمة الاستئناف بالرباط. الأستاذ حنين الداكي الذي أكد أن مسودة المشروع اعتمدت على



مهرجان كناوة ساهم في صون الهوية التراثية المغربية

تستجمع الخميس مدينة الرياح/ الصويرة أنفاسها للإبحار على امتداد أربعة أيام دون توقف على موجات بحر موسيقى كناوة ضمن فعاليات مهرجان الصويرة كناوة وموسيقى العالم في الفترة الممتدة ما بين 14 و 17 ماي.

وتنتظر فضاءات الصويرة أن يحط الرحال بها انطلاقا من يومه الخميس الى الأحد المقبل أزيد من 300 من كبار الفنانين والموسيقيين من قارات العالم، و من المتوقع أن يستضيف مهرجان الصويرة كناوة وموسيقى العالم، الذي عبرت شهرته مع توالي الدورات الحدود، أزيد من 500 ألف زائر سوف يتمتعون بطبق فني غني ومتنوع.

ستتميز انطلاقة مهرجان الصويرة كناوة وموسيقى العالم بالحفل الموسيقي، الذي يحتفي ببلوغه سن الرشد الإبداعي ونضج مبادراته لصون الهوية التراثية المغربية كما سيجعل من إفريقيا امتداده الفكري، بالعرض الفني الافتتاحي الذي سيجمع، بساحة مولاي الحسن، التي أصبحت رمزا للمهرجان، لمعلم حميد القصري في عرض فني مع الفنان الأفغاني حومايون خان حيث يأتي السيتار ملافاة الكميري في توليف متناغم بين أنغام المغرب والهند وأفغانستان فيما ستميز الحقل الختامي بعرض للمعلم محمود كينيا من المغرب وكريم زياد من الجزائر.

كما سيشارك في فعاليات مهرجان كناوة وموسيقى العالم في نسخته الـ18 أكثر من 20 معلما كناويا، منهم من أصبحوا سفراء للمغرب وإفريقيا للتراث الموسيقي الكناوة ساهموا في التعريف وتمكينه من الاستمرارية بعدما ظل طي النسيان لفترة طويلة وساهموا أيضا بنزع الطابع الفولكلوري عن هذا الفن الكناوي وجعله إرثا ثميننا يشهد على تمازج الطابع الإفريقي للمغرب وبعده المتصوف كذلك. وستتميز هذه المشاركة بـ «الموكب» ينطلق من باب دكالة إلى ساحة مولاي الحسن بقيادة كناوة ومعلمين يعلن انطلاق فعاليات مهرجان كناوة وموسيقى العالم في نسخته الـ18.

لم ترد نائلة التازي عبيدي في التأكيد على أن من اختيارات مهرجان كناوة وموسيقى العالم، الذي يعتبر منذ نشأته فضاء للتلاقح الفني، وهو يبلغ سن رشد إيلاء عناية كبيرة لنوعية الطبق الفني للمهرجان عوض الاهتمام بكم المشاركات في فعالياته.

وستشمل برجة فعاليات مهرجان كناوة وموسيقى العالم في نسخته الـ18 حفلات موسيقية فردية وأخرى للمزج، حيث ستقام العروض الفنية العمومية بجانا في خمس خشبات بمناطق متفرقة بالمدينة، هذا بالإضافة إلى سهرات إيقاعية و«ليلات» تجعل من موسيقى كناوة أرضية خصبة ينهل منها فنانون من مختلف بقاع العالم وتجعل من مشاركتهم، أيضا، منطلقا لإشعاع تراث فني كناوي عميق بجذوره المغربية وامتداده الإفريقي.

وستتميز دورة هذه السنة لمهرجان كناوة وموسيقى العالم، الذي فقد على امتداد 18 سنة 12 معلما كناويا، بمشاركة فنانين عالميين كبار سيأتون ملافاة كناوة (لمعلمين) بروح التقاسم والحوار في إطار أعمال فنية ثنائية كما ستعمل الحفلات الموسيقية الانتقائية على تحقيق التوازن بين كناوة والجاز والاكتشافات الموسيقية العالمية.

وهكذا سيلتقي لمعلم حميد القصري في عرض فني مع الفنان الأفغاني حومايون خان، كما سيلتقي لمعلم محمد كويو مع طوني ألين من نيجيريا، في حين سيلتقي لمعلم عزيز باقبو مع جون الكناوي الأبيض (المغرب).

وفي السياق ذاته، سيجمع عرض فني بين لمعلم مصطفى باقبو وميكيل نوردسو باند (الدانمارك)، كما سيجمع عرض آخر بين لمعلم حسن بوسو وكيني كاريت (الولايات المتحدة الأمريكية)، في حين سيجمع عرض آخر بين لمعلم محمود كينيا وكريم زياد من الجزائر.

وستتميز فعاليات مهرجان كناوة وموسيقى العالم في نسخته الـ18 بتنظيم ملتقيات وندوات، تركز على الجودة والأصالة والتقاسم، وفي هذا الصدد يتضمن برنامج هذه الدورة تنظيم الدورة الرابعة لمنتدى المهرجان بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان «نساء قادمات» تحت شعار «نساء إفريقيا»: الإبداع والاستثمار» بمشاركة أكثر من 30 باحثا من إفريقيا جنوب الصحراء وآسيا وأوروبا.

وبالموازاة مع تنظيم محطة يطلق عليها «شجرة الكلمات»، وهي عبارة عن منتدى للحوار والتبادل أحدث سنة 2006، ويعقد كل ظهيرة، ابتداء من الساعة الرابعة بالمعهد الفرنسي للصويرة، حيث يجري حوار حر في جو حميمي بين فنانين كناوة وضيوف موسيقى العالم ستكون فعاليات مهرجان كناوة

وموسيقى العالم في نسخته الـ18 مجالا لإبراز ثمار شراكات لفائدة شباب الصويرة المبدع من خلال تنظيم ورشات تكوين لفائدة الشباب الموسيقيين ضمن إقامات فنية. هذا، وتستعد مدينة الصويرة لاحتضان فعاليات مهرجان كناوة وموسيقى العالم والمغرب يخطو خطواته الأولى نحو جعل من المهرجان تراثا شفويا وغير المادي على المستوى العالمي وإدراج الثقافة الكناوية في طلب تقدم به لليونسكو ضمن ذات التراث. وتشير نائلة التازي عبيدي، مديرة المهرجان، في هذا الصدد، إلى أن هذا المسعى، الذي تدعمه وزارة الثقافة ووزارة الشؤون الخارجية والتعاون «من المتوقع أن يتحقق بعد سنتين».

وأعلنت نائلة التازي عبيدي أن لجنا تابعة لليونسكو ستشرع في المستقبل من الأيام في القيام بالأبحاث والدراسات حول التراث الموسيقي الكناوي، مؤكدة أن إنتاج وإصدار أنطولوجيا موسيقى كناوة، تعد مكونا أساسيا في الملف الذي قدمه المغرب لليونسكو.

وبعد أن أشارت إلى أن بلوغ هذا المتغنى سيتزامن مع دخول المهرجان سنته العشرين، أعربت مديرة مهرجان كناوة وموسيقى العالم عن أملها في أن تكون هذه الذكرى الاستثنائية مناسبة للاحتفال بهذا الاعتراف الدولي بموسيقى وثقافة كناوة.

وأوضحت نائلة التازي عبيدي أن هذه الدورة تشكل بداية عهد جديد، أي عهد النضج والشراكة بين القطاعين العام والخاص، موضحة أن مدينة الصويرة، التي تساهم لأول مرة في ميزانية المهرجان بمبلغ 12.5 مليون درهم، أصبحت مقتنعة حاليا بأن الوقت قد حان «للالتزام أكثر، والمساهمة في تمويل المهرجان للمساعدة على استمرار هذه التظاهرة».

وأضافت مديرة مهرجان كناوة وموسيقى العالم أن مهرجان كناوة وموسيقى العالم ساهم بدون شك في التنمية الاقتصادية والاجتماعية لمدينة الصويرة عبر الثقافة التي تشكل وسيلة قوية تحمل رسائل السلام والانفتاح والإنسانية، مشيرة إلى أن كل درهم يستثمر في تنظيم المهرجان يعود بالنفع على مدينة الصويرة بما يعادل 17 دهما كمداحيل سياحية وتجارية.

وفي معرض استحضارها لبعض محطات المهرجان، ذكرت نائلة التازي عبيدي بأنه في سنة 1998، انطلق مهرجان كناوة وموسيقى العالم تحت شعار «الحرية، العيش المشترك، الكونية والإخاء» موضحة أن هذه هي إحدى مهام المهرجان الرئيسية منذ 18 سنة.



محمد سالم الشراوي في حوار مع جوهرة لكحل، ضيف الويب بوابة مدي 1 تيفي الإخبارية

الصحراء الآن: MEDI1TV/ جوهرة لكحل

كيف تقيم وضعية حقوق الانسان بالصحراء ؟

التقييم الموضوعي يجب ان يكون مستقى من عدة مصادر ونحن بهذا الصدد قد نكون زاوية من زوايا تشخيص واقع حقوق الانسان بالصحراء مع العلم اننا نقدم مساعدات للمجتمع المدني من اجل قيامه بمهامه بالشكل المهني وذلك من خلال مجموعة من الدورات التدريبية العامة والخاصة في مجالات حقوق الإنسان كما نقوم بمجموعة من الانشطة الاشعاعية المحفزة للانخراط في هذا الورش الحقوقي. وهذا الوضع يجعلنا امام محك مصيري في تاريخ النهضة المدنية الصحراوية لان المسؤولية تجعلنا امام النجاح او الفشل في خلق ارضية حقوقية تنسجم مع كل الاليات والوثائق الدولية في مجال حقوق الإنسان كما انه يجعلنا ايضا امام التعريف بكل الحقوق وفي كل اجيالها وهذا ينطلق ايضا من قناعتنا بان المنطقة تعيش شحا ونقصا كبيرا في المرافق والمؤسسات التي قد تمكن شباب المنطقة من اختيار مجالات اشتغاله والتعبير عن رغباته بإنسانية ، وفي نفس الوقت يضعنا امام معركة يومية كالتحسيس والمرافعة وإقناع كل الفرقاء من اجل اخذ هذه المعطيات بعين الاعتبار اذا ان تقييم وضعية حقوق الانسان يجب ان يكون نتاجا لاشتغال كل المسميات السالفة الذكر وان لا يكون غطاء او مطية لأفعال سياسية تخدم مصالح فئات ضيقة وتساهم في استمرارية وإطالة المأساة الانسانية الصحراوية.

ماهي ابرز الانجازات التي تحققت ؟

نعتر ان خلق اللجنة الجهوية لحقوق الانسان في الصحراء كآلية من اليات القرب الحقوقي من اهم الاوراش التي اعطت الفرصة للعديد من الشركاء والفاعلين والمتابعين والمعلقين من اجل نطقهم بشكل متفاوت وتحفيزهم على التعبير عن مواقفهم وآرائهم في المشهد الحقوقي بالمنطقة ، وشكلت ايضا فرصة للنقاش الديمقراطي الحقوقي وفضاء محترم محايد ملتزم بمبادئ حقوق الانسان يمكن الجميع وبشكل تدريجي من اعطاء مقترحاتهم، اذا هذا الوافد الجديد(اللجنة الجهوية لحقوق الانسان العيون-السمارة) خيب طموحات مستغلي حقوق الانسان في الارتزاق وجعل مجموعة من دكاكين المتاجرة الحقوقية والسطو على مشاعر حقوق الانسان يغلقون أبوابهم اذا ان تخلق النشاط في وضع يتسم بالتجادب والاستغلال في منطقة تخضع لنزاع سياسي بين المغرب والبوليساريو لمتابعة دولية باعتبارها منطقة تجسد ملعبا لمتبارين دوليين لهم مصالح تم استمرارية تواجدهم بشكل قويا بيؤر التوتر والنزاعات، اذا اهم الانجازات قد تكون بالنسبة كانسان صحراوي هو اعادة النظر في العلاقة مع هذا الانسان المحروح وقد تكون فرصة ايضا لرفع اصوات الصحراويات والصحراويين الراغبين في اعادة اعتبار لهم وفي احترام كرامتهم الانسانية باعتبارهم ضحايا لهذه الوضعية التي هي بطبيعة الحال لم تكن اختيارهم بشكل ديمقراطي يضمن لهم كل الحريات والحقوق، اذا فهم الصحراويين لوضعهم ومكانتهم والمرافعة عن قضاياهم قد يكون اهم انجازا قد يصل اليه المشتغل في الصحراء في كل المجالات ومن كل الفرقاء.

كيف تشتغلون داخل اللجنة ، وكيف هو تجاوب الصحراويين معكم ؟؟

اشتغلنا بطريقة العمل اليومية والتعامل مع الملفات والفئات والحالات هي احد اهم اسباب قياسا لتجاوب المجتمع الصحراوي والسكان عموما معنا كمرقف يرتفق له كل المواطنين والمواطنين والمؤسسات المدنية للانتصار او التدخل او الوساطة او لمعالجة وتسوية بعض الملفات المطروحة علينا، اذا ان الحياء والاستقلالية والانتماء من بين اكبر روافد فلسفتنا المهنية في مجال حقوق الانسان من داخل الية جهوية تنتمي لمؤسسة وطنية تعنى بترقية وإشاعة حقوق الانسان وحمايتها.



عملنا يومي يعتمد على مبدأ قيادة الفريق مهنيا وعلى نكران الذات معنويا، اذا هو عمل مرتبط بالإشكالات المطروحة بشكل يومي وبالعمل على الاستراتيجية والبرامج المستقبلية باستمرار واليقظة والتدخل في كل الاشكاليات المطروحة سواء كان ذلك يتطلب دور الوساطة او دور الاستباق في بعض القضايا الضاعطة التي قد تتسبب في انتهاك او تجاوز في مجال حقوق الانسان مع العلم اننا نتأثر بكل الاحداث والوقائع التي قد تحدث بكل محافظات الصحراء والتي غالبا ما تكون مرتبطة بمناسبة زيارات بعثات دولية وأممية او بتقارير مجلس الامن حول ملف الصحراء او بمناسبات تخلدها جبهة البوليساريو او احداث مرتبطة بتدخلات القوات العمومية كاحتجاجات او اشكال تعبيرية وللإشارة في هذا الموضوع فان السلوك الامني المعتمد سابقا قد سجلنا خلاله مجموعة من التغيرات فيه حاليا حيث كنا في السنوات الماضية نسجل اقتحامنا للبيوت وتعامل مهين مع المرأة الصحراوية والشيخ ، كما وقع في الاحداث الاخيرة سجل فيه تراجع كبير جدا وهذا ما يجعلني اكد ارتفاع ثقة الصحراويات والصحراويين والسكان عموما مع تجاوزها اليومي وتواجدها ميدانيا ولدنيا في هذا الموضوع مجموعة من الحالات لا يسع الوقت لذكرها.

اذا بالنسبة لي فكل الصحراويات والصحراويين يتجاوبون بشكل ايجابي مع تدخلات اللجنة الجهوية لحقوق الانسان مع العلم انهم في الماضي قد عبروا عن عدم ثقتهم في مؤسسات الدولة وهذا راجع الى تراكمات الماضي.

ماهي الصعوبات التي تواجهونها في عملكم اليومي ؟

في تقييمي العام الكلام عن الصعوبات يجعلنا في مراجعة عملنا منذ البداية وهذا قد لا يكون هينا ولكن قد اقول قد تتناقص في اتجاهات وتنامي في اتجاهات اخرى لان الانتظارات الحالية ليست هي في السابق وإشعاع اللجنة ليس هو ايضا في السابق ، بمعنى ان الصعوبات تتجدد كلما تقدمنا في عملنا، لأنه وبشكل بسيط اللجنة الجهوية العيون-السمارة امام تحديات اقليمية ودولية متعددة تجعلها تترقى في اسلوبها وعملها بشكل يومي وهذا يتطلب امكانيات مهمة من اجل العمل بارية وبشكل مهني ينسجم مع مهامها والتطورات والمطالب المجتمعية.

كيف تتعاملون مع الوفود الاجنبية وماهي الافاق التي تسعون الى تحقيقها؟؟

التعامل مع الوفود الاجنبية في اعتياري هو تمرين وامتحان يتجدد لقياس قدرة اللجنة الجهوية لحقوق الانسان العيون-السمارة على اقناع الفاعلات والفاعلين دوليا وجدوائية هذا العمل والورش الحقوقي وهذه الارادة الراسخة لدى المملكة المغربية وهنا اخص بالذكر وافتخر بتكرار هذا المعطى الذي يتجسد في كل المبادرات الشجاعة لملك الدولة المغربية.

اذا التعامل مع الاخر بشكل شفاف وموضوعي واقناع ايا كان على عان من يعنيه الوضع الحقوقي ومعاناة الصحراويات والصحراويين هم انفسهم وأنهم في هذا الموضوع لا مجال للإنابة للعب دور الاخر في التعبير عن الحاجيات والانتظارات ومع ما وقع في الصحراء لمدة اربعين سنة قد لا يمكن تلخيصه في لقاءات وتقارير لان الصورة وبكل بساطة ما زالت ناقصة في وضع يغيب فيه صوت جزء مهم من هذا المجتمع، اما فيما يتعلق بالأفاق وما نسعى اليه هو تحرير الصوت الصحراوي وذلك من داخل المؤسسات المدنية للتمرن على ديمقراطية داخلية تنتج مجتمع مدني يتفق على ان السلم الاجتماعي والاعتراف بالواقع الحالي من اهم اولوياته ونتمنى بالمناسبة ان نكون كمؤسسة وكأشخاص من ابرز هذه الروافد المغذية لإشاعة السلم والحوار والديمقراطية والاعتراف بالاخر، وأناشد بالمناسبة كما كررت سابقا لكل الغيورين والشرفاء والمناضلين والمسؤولين من كل الاطراف ان يفهموا ان تقدم تنازلات في هذا القرن لا تعني الانهزامية او الخضوع كما هو في القرن السابق.

<http://www.saharanow.com/news6447.html>



فعاليات تنتفض ضد احتكار شركة لتنظيم مهرجان كناوة بالصويرة وتستنكر تبديد المال العام

بيان ضد المهرجان



أصدرت مجموعة من الفعاليات الصويرة المشتغلة في عوالم الحقوق و السياسة و المجتمع المدني و النقابة عينا للرأي العام مباشرة قبيل الافتتاح الرسمي لمهرجان كناوة، الذي ينظم بشكل سنوي بمدينة الصويرة و تمتد طبعته الثامنة عشر هذه السنة من 14 إلى 17 ماي الجاري.

و استنكرت الفعاليات المتعددة الموقعة على البيان، الذي استطاع احتلال واجهة النقاش المحلي، ما أسمته الطريقة التي يدبر بها المهرجان من طرف شركة A3 Communication بدون إي حس تشاركي و لا حكامه رشيدة.

كما ندد نفس البيان بما وصفه احتكار هذه الشركة لتدبير و تنظيم المهرجان مما يحد من الاستفادة فقط عند شركة A3 Communication المنظمة للمهرجان، و التي تنفرد بما وصفه البيان بالاستفادة غير المشروعة على حساب مدينة الصويرة.

هذا و حسب ما جاء في منطوق ذات البيان الذي نزل إلى الشارع الصويري صباح اليوم الخميس، و تناقلته صفحات موقع التواصل الاجتماعي "فايسبوك"، فهذه الخرجة كان وراءها منطق الدفاع عن هوية المدينة و سكانها والغيرة على المكونات الثقافية و الحضارية التي تزخر بها، والتي بدأت تتراجع دورة تلو أخرى في مهرجان كناوة المنظم من طرف الشركة المذكورة.

و رفض الموقعون الصبغة التجارية التي أصبح عليها المهرجان و طمس هويته الثقافية والتنمية، كما اعتبرت الفعاليات الموقعة على بيان الخميس 14 ماي 2015 بأن الاعتمادات والدعم الوجيهين و المبالغ الضخمة التي ترصد و تصرف خلال هذا الحدث تبديد للمال العام من طرف المؤسسات العمومية و الخاصة و التي حددها البيان في وزارة الثقافة، وزارة السياحة، المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المجلس الجهوي، المجلس الإقليمي، المجلس البلدي للصويرة، المكتب الشريف للفوسفات، اتصالات المغرب و باقي الشركاء.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
الجمعية الوطنية لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme

الصويرة نيوز

ومن خلال تنديدها بطريقة تدبير مهرجان كناوة موسيقى العالم تحمل الجهات الموقعة المسؤولية لجمعية الصويرة موكادور، المجلس البلدي، المجلس الإقليمي و وزارة الثقافة في عملية هدر المال العام و تكريس الربيع الاقتصادي والفني كما جاء على لسان نفس البيان.

و في السياق نفسه وإيماننا من الموقعين بالدفاع عن الحقوق الثقافية و المدنية و الحضارية للمدنية في ظل الدستور الجديد 2011 تلوح الفعاليات الموقعة على بيان اليوم بخوض كل الأشكال النضالية المسموح بها قانونيا، حتى يعود المهرجان إلى أهدافه التي أسس من أجلها و التي يبدو من خلال فحوى البيان بأنها زاغت عن مسارها الطبيعي.

<http://essaouiraneews.com/2015/05/14/%D9%81%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D9%8A%D8%A9-%D9%88-%D8%AD%D8%B2%D8%A8%D9%8A%D8%A9-%D9%88-%D8%AC%D9%85%D8%B9%D9%88%D9%8A%D8%A9-%D8%AA%D9%86%D8%AA%D9%81%D8%B6-%D8%B6/>



توصية بإسناد آلية الوقاية من التعذيب إلى الزمي

أوصى المحجوب الهيبية، المندوب الوزاري لحقوق الإنسان، بإسناد وظيفة الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان. واستند موقف الهيبية، وفق كلمته التي ألقاها نيابة عنه، عبد الرزاق روان، الكاتب العام للمندوبية، خلال ندوة نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان أمس (الثلاثاء)، بشراكة مع الجمعية الدولية لمناهضة التعذيب، إلى أن المجلس يمارس حاليا وظيفة الوقاية من التعذيب بموجب ظهور إحدائه، كما أن المؤسسة تتوفر فيها الشروط المنصوص عليها في البروتوكول الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب، من استقلالية وخبرة، ما جعله يعتمد في الدرجة "أ" من لدن لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان سابقا.

وثن المندوب الوزاري التجربة والخبرة اللتين راكمهما المجلس في هذا المجال، منذ أن كان يحمل اسم المؤسسة الوطنية لحقوق الإنسان، سواء من حيث الأدوار والصلاحيات في مجال الحماية والرصد والتحري والتدخل الاستباقي، أو من حيث النهوض بثقافة حقوق الإنسان، التي تعد مناهضة التعذيب أحد متركزاتها.

كما نبه إلى أن التوجه الدولي يسير في اتجاه منح اختصاص الوقاية من التعذيب للمؤسسة الوطنية لحقوق الإنسان ذات الولاية العامة القائمة، وهو حال معظم الدول التي انخرطت في البروتوكول الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب، "فمن بين ما يقارب 44 آلية وطنية للوقاية من التعذيب، عبر العالم، تم إسناد وظيفة هذه الآلية إلى 24 مؤسسة وطنية لحقوق الإنسان ذات ولاية عامة".

وشدد مختلف الفاعلين المتدخلين في الندوة، على أهمية تفعيل الآلية الوطنية المغربية للوقاية من التعذيب، آلية، قالت استير شوفليبركر، ممثلة الجمعية الدولية لمناهضة التعذيب إنها ستظهر متم السنة الجارية، منبهة إلى أن عملها لا يجب أن يقتصر على التدوين، بل يجب أن يحرص على تنفيذ توصياتها في مختلف مستوياتها التراتبية أي أن على الآلية أن تكون صارمة في استعمال صلاحياتها، مستندة إلى دعم المجتمع المدني، ذلك أنه ليس بمقدور أي آلية بلوغ أهدافها إن عملت بمفردها، بل إن المسؤولية مشتركة، علما أن على الآلية أن تكون أيضا "شفافة ومنفتحة، وتشرك أكبر عدد من الفاعلين لضمان مشروعيتها تحركاتها ومصداقيتها". ومن جانبه، اعتبر ماركوس جايبير، رئيس قسم مجلس أوروبا، أن نجاح عمل الآلية مرتبط بضرورة تمكينها من صلاحيات واسعة، تمكن أعضائها من القيام بعملهم في ظروف جيدة لتحقيق أهدافها، وذلك من خلال الإعداد الدقيق والحصول على كافة المعلومات المتعلقة بالمكان موضوع الزيارة والمعتقلين داخله، والقيام باستعلام استباقي قبلي للزيارة.

ولهذا الغرض، من المفروض أن يكون أعضاء الآلية من مختلف الفئات وليس القانونيون فحسب، هؤلاء الأعضاء يجب أن يتمتعوا بحس كبير من القدرة على التخيل، "فنحن لا نعمل في مجال قابل للبرهنة، بل في مجال احتمالاتي، وبالتالي عليهم أن يكونوا قادرين على معرفة الغايات الكامنة وراء استعمال مواد بعينها، وكيف يمكن استعمالها بغرض التعذيب".

واعترفت أمينة بوعياش، الأمينة العامة للفدرالية الدولية لحقوق الإنسان، انخراط المغرب في البروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب، انتقالا للبلد من مناهضة التعذيب إلى الوقاية منه، مشيرة إلى أن منهجية البروتوكول، تحول للآلية تنظيم زيارات مفاجئة، الذي يعتبر فعالا في توقيف التعذيب، علاوة على رفع طابع عدم الكشف عن هوية الأشخاص الذين تورطوا في التعذيب، وبلورة إجراءات قانونية وإدارية وقضائية للتقليص أو تفادي التعذيب. ونص البروتوكول أيضا، تضيف بوعياش، على التفاعل الثلاثي بين الحكومة، والآلية الوطنية للوقاية من التعذيب، واللجنة الفرعية للوقاية من التعذيب، وحدد أدوار كل منها، ذلك أن دور السلطات يكمن في تلقي وإعمال التوصيات، فيما تقوم الآلية بزيارات دورية، تصدر تقارير مفصلة عنها تنضاف إلى التقرير السنوي الذي هي مجبرة على تقديمه إلى الرأي العام لخلق دينامية اجتماعية وثقافية للوقاية من التعذيب "فهذه الآلية ليست آلية تشيئية وإنما آلية لتطوير النسق القانوني والاجتماعي لكل ما له علاقة بحقوق الإنسان"، فيما تعتبر اللجنة الفرعية آلية استشارية.

هجر المغلي



افتتاح الدورة الـ 18 لمهرجان كناوة موسيقى العالم بالصويرة

افتتحت، مساء اليوم الخميس بالصويرة، الدورة الـ 18 لمهرجان كناوة موسيقى العالم، المقام من 14 إلى 17 مايو الجاري، تحت الرعاية السامية للملك محمد السادس.

ونشطت حوالي 20 مجموعة موسيقية، انطلقت من باب دكالة بالمدينة العتيقة للصويرة في اتجاه ساحة المنزه، استعراضا موسيقيا حاشدا استقطب الآلاف من عشاق هذه الموسيقى، تلاه حفل موسيقي حضره، على الخصوص، السيد أندري أزولاي مستشار صاحب الجلالة، والرئيس المؤسس لجمعية الصويرة موكادور، وعدد من سفراء الدول المعتمدين بالمغرب، نشطه المعلم الكناوي الشهير حميد القصري وهو ما يون خان، مشكلين تلاقحا ثقافيا جميلا يعكس التقارب الثقافي على مختلف المستويات.

ومن المقرر أن تشمل حفلات هذه الدورة، التي تحتضنها أبرز فضاءات المدينة كساحة مولاي الحسن وشاطئ المدينة ودار الصوري، وصلات موسيقية فردية وأخرى مشتركة إلى جانب سهرات إيقاعية و"أمسيات" وملتقيات وندوات.

ويتضمن برنامج هذه الدورة مجموعة من الحفلات الموسيقية التي تحتضنها منصات المهرجان بكل من ساحة مولاي الحسن، ومنصة الشاطئ، وباب المرسى وبرج باب مراكش، إلى جانب دار الصوري وزاوية سيدنا بلال، إذ يلتقي الجمهور مع حفلات موسيقية للمعلمين القصري وخان وغينيا وبانذ وباقبو ومرشان وغيرهم.

ويحيط الرحال على امتداد هذه التظاهرة عشرات الفنانين والموسيقيين من مختلف مناطق العالم بمدينة الصويرة للمشاركة في هذا اللقاء، الذي من المنتظر أن يستقطب عددا كبيرا من الزوار من المغرب والخارج على غرار دوراته الأخيرة.

وستعمل الحفلات الموسيقية الانتقائية على تحقيق التوازن بين كناوة والجاز والاكتشافات الموسيقية^o وسيقدم فنانون موهوبون عروضهم كل مساء في ساحة مولاي الحسن، التي أصبحت رمزا للمهرجان.

وتسعى هذه التظاهرة الثقافية، التي سينشطها مبدعو فن كناوة وموسيقيون من مختلف مناطق العالم، إلى الدفاع عن صورة أفضل للعيش المشترك بين مختلف الأديان والحضارات ومقاومة الأفكار المتطرفة.

وتسلط هذه الدورة الضوء على مستقبل القارة الإفريقية، من خلال منتدى ينظم بالشراكة مع **المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، كما ستحتفي بالمرأة الإفريقية والأدوار التي تضطلع بها نساء القارة على المستويات الاقتصادية والاجتماعية.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
Conseil national des droits de l'Homme

AR.HABERLER

أحداث.أنفو

انطلاق فعاليات مهرجان "كناوة.. موسيقى العالم" بمدينة الصويرة المغربية

انطلقت، يوم الخميس، فعاليات مهرجان "كناوة.. موسيقى العالم"، في دورته الثامنة عشر والمقامة حتى 17 ماي الجاري في مدينة الصويرة، غربي المغرب.

وكل سنة، افتتحت فرق موسيقية تقليدية مغربية المهرجان، وجالت في أهم أزقة المدينة القديمة (المصنفة تراثا إنسانيا عالميا).

واصطف جمهور غفير من المغاربة والسياح الأجانب، لمتابعة استعراض تلك الفرق، ومن بينها فرق موسيقية لنساء "كناوة" وفرقة "عمساوة الصويرة" (موسيقى إحدى الطرق الصوفية بالمغرب).

وقدمت الفرق، الأهازيج الشعبية والإفريقية ووصلات موسيقية، رافعة أعلاما ملونة ترمز كل واحد من إلى دلالة في التراث الشعبي لتلك الفرق الموسيقية التي احترفت فن كناوة الصوفي.

وحمل أعضاء الفرق أعلام بألوان مختلفة، وارتدوا ألبسة تقليدية مغربية، وتراقصوا على نغمات "الكنبري" (آلة وترية تستعمل في العزف) والطبول والقراقب (آلات نحاسية تستعمل في العزف)، وحملوا البندير (آلة موسيقية شعبية تشبه الدف).

وتعتبر فرقة عمساوة من أبرز الفرق الدينية في المغرب، وهي تنتمي للتقاليد الصوفية، وتستحضر عبر موسيقاها الله متضرعين له طلبا للعون.

وموسيقى كناوة، تروي معاناة العبيد السود أثناء رحلتهم من بلادهم ومعاناتهم، واستقدامهم للعمل في القصور الملكية، قبل أن يعتنقوا الإسلام، ويؤسسوا طريقتهم الصوفية الخاصة بهم المتأثرة بالطقوس الإفريقية القديمة والعادات الإسلامية المنتشرة حينها في المغرب.

وتتميز مدينة الصويرة، بكونها المعقل الروحي لكناوة في المغرب، الذين اعتنقوا الإسلام في ديارهم الجديدة، وأبدعوا موسيقى صوفية تمزج بين الموروث الأمازيغي والعربي والأفريقي.

ويتشابه أسلوب كناوة مع أسلوب الجاز والسول التي كانت تعبر عن واقع معاناة الأمريكيين من أصل أفريقي مع الاستعباد والعنصرية.

ويعتبر مهرجان "الصويرة كناوة وموسيقى العالم" أحد أبرز المهرجانات الفنية والثقافية التي تقام في المغرب في فصل الصيف.

وتعرف مدينة الصويرة، المدينة الساحلية على المحيط الأطلسي أو "موكادور"، (من الفينيقية موكدول وتعني القلعة الصغيرة)، إقبالا من السياح المغاربة الذين يأتون من مدن أخرى أو سياح من دول أخرى.

وعرفت مدينة الصويرة بالتعايش بين المسلمين واليهود على مدى قرون، أنتج تراثا حضاريا ومعماريا يميز المدينة الساحلية.

ويشكل المهرجان، حسب المنظمين، تجربة موسيقية فريدة، حيث يعمل على الدمج بين صنوف موسيقية متنوعة، يمتزج فيها فن الجاز والسول بموسيقى كناوة التقليدية، وتتناغم آلات الكنبري والطبول بالقيتارة والسكسفون.

ويستضيف المهرجان أبرز "معلمي كناوة" إلى جانب فرق موسيقية من إفريقيا والكاربي وأفرنسا، لإقامة عروض فنية مشتركة، والحفلات الموسيقية والمزج الموسيقي المتميز المعروف بـ "الفيزيون" بمشاركة فنانيين وفرق من مدن مغربية، ودول الولايات المتحدة، وألمانيا، وفرنسا، ولبنان ودول جنوب الصحراء.

وبالموازاة مع المهرجان، يُنظم منتدى "أفريقيا المستقبل" الذي يقام بتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ويناقش هذا العام، أدوار نساء أفريقيا في النهوض وتطوير القارة اقتصاديا واجتماعيا وثقافيا، وذلك بمشاركة شخصيات بارزة وأساتذة جامعيين وباحثين وسياسيين.

<http://ar.haberler.com/arabic-news-725946/>

<http://www.ahdath.info/?p=74433>

15/05/2015

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

مهرجان كناوة.. عندما يؤكد الفن الامتداد الإفريقي للمغرب

جانب من المهرجان

الرباط، المغرب (-- CNN) في عادة دأبت عليها منذ 18 سنة، تستضيف مدينة الصويرة المغربية، مهرجان كناوة وموسيقى العالم، في الفترة ما بين 14 و 17 مايو/أيار الجاري، الذي يعد أضخم حدث فني خاص بهذا النوع من الموسيقى الإفريقية في القارة ككل، إذ يشارك فيه العشرات من روادها، زيادة على فنانين آخرين من كل بقاع العالم.

دورة هذه السنة التي تأتي تحت شعار "الحرية.. العيش المشترك.. الكونية والإخاء"، تجمع حوالي 300 فناناً، منهم 20 كناويا مغربياً. وقد أحيى حفل الافتتاح الفنان المغربي حميد القصري رفقة الفنان الأفغاني حوميون خان، في مناسبة تناغم خلالها فن البلدين.

ومما تمتاز به الموسيقى الكناوية، كونها موسيقى روحية بإيقاعات سريعة، وبرقص رشيق لرجال لا يتخلون حتى في رقصاتهم عن ما يعرف بـ"القراقب"، وهي أدوات موسيقية تُمسك بالأيدي، بينما يداعب أعضاء الفرقة "الكنبري" (آلة وترية)، ويقرعون الطبول.

ويعدّ هذا الفن من أشهر الفنون الشعبية بالمغرب، خاصة بمدن مراكش ومكناس والصويرة، إذ غالباً ما ما يرتبط بالزوايا الدينية، بيد أن أصله ليس مغربياً، إذ جاء مع العبيد القادمين مما يعرف سابقاً ببلاد تمبوكتو، أي بعض الدول الإفريقية جنوب الصحراء، وقد كان يعبر في بداياته عن آلام العبودية قبل أن يتطوّر إلى رقص روحاني.

ولن يتوقف هذا المهرجان على العروض الموسيقية فقط، بل سيوازيه منتدى "إفريقيا قادمة" التي ينظم بشراكة مع **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** حول موضوع "النساء الإفريقيات.. الإبداع والمبادرة"، زيادة على منتدى نقاشي تحت عنوان "شجرة الكلمات"، وهو عبارة عن منتدى للحوار بين رواد موسيقى كناوة.

<http://www.akhbarak.net/articles/18691288->

http://www.akhbarak.net/articles/18691288-%D9%85%D9%87%D8%B1%D8%AC%D8%A7%D9%86_%D9%83%D9%86%D8%A7%D9%88%D8%A9_%D8%B9%D9%86%D8%AF%D9%85%D8%A7_%D9%8A%D8%A4%D9%83%D8%AF_%D8%A7%D9%84%D9%81%D9%86_%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%85%D8%AA%D8%AF%D8%A7%D8%AF

<http://www.almshaheer.com/article-1447297>

15/05/2015

Conseil national des droits de
l'Homme

3

www.cndh.org.ma

الصورة: عشرات من الجمعيات تستنكر طريقة تدبير مهرجان كناوة



توصل بريد المغربية 24، ببيان موقع من عشرات الجمعيات الحقوقية والثقافية والرياضية والفنية، ينددون من خلاله بالطريقة التي يتم بها تدبير تنظيم "مهرجان كناوة" ضربا لمبدأ الديمقراطية التشاركية التي أتى بها دستور المملكة المغربية لسنة 2011، وهذا نص البيان:

بيان للرأي العام

نحن الموقعون أسفله الفعاليات السياسية وأعضاء المجتمع المدني بمدينة الصويرة، بدفاع منا على هوية المدينة و سكانها وغيرها على المكونات الثقافية و الحضارية التي تزخر بها، والتي بدأت تندحر بعد كل دورة من مهرجان كناوة و موسيقى العالم المنظم من طرف شركة "A3 communication".

ومن هذا المنطلق فإننا نستنكر الطريقة التي يدبر و يدار بها هذا الحدث الثقافي و المهم، والذي من المفروض أن يجعل من التدبير التشاركي و الحکامة الرشيدة منهجيته حتى يبلغ مراميه السامية التي أنشئ من أجلها، و التي تتجلى في خلق دينامية ثقافية تروية و تنمية محلية و فتح آفاق واسعة للشباب في مختلف المجالات.

- وبهذا نستنكر احتكار شركة "A3 communication" في تدبير و تنظيم المهرجان حيث تبقى الإستفادة حكرًا على الشركة و استفادتها الغير المشروعة على حساب مدينة الصويرة .
- إذ نستنكر الزيفان الصارخ عن أهداف المهرجان المبنية على بث روح التسامح و الانفتاح على مختلف الثقافات، و درء سياسة الإقصاء الممنهجة.
- نرفض الصبغة التجارية التي أصبح عليها المهرجان و طمس هويته الثقافية و التنموية.
- نعتبر الاعتمادات و الدعم الوجيهين و المبالغ الضخمة التي ترصد و تصرف لهذا الحدث تبديدا للمال العام من طرف المؤسسات العمومية و



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
Conseil national des droits de l'Homme

المغربية24

الخاصة (وزارة الثقافة، وزارة السياحة، المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المجلس الجهوي، المجلس الإقليمي، المجلس البلدي للصويرة، المكتب الشريف للفوسفاط، اتصالات المغرب و باقي الشركاء...).

وبهذا ندد بالمهرجان المذكور، إذ نحمل جمعية الصويرة موكادور، المجلس البلدي، المجلس الإقليمي و وزارة الثقافة مسؤولية هدر المال العام و تكريس الربيع الاقتصادي والفني.

وإيماناً منا بالدفاع عن حقوقنا الثقافية و المدنية و الحضارية في ظل الدستور الجديد 2011 سنلجأ إلى اتخاذ كل الوسائل النضالية المسموح بها قانونياً حتى يعود المهرجان إلى أهدافه التي أسس من أجله.

<http://almaghribia24.com/news4296.html>

15/05/2015

Conseil national des droits de
l'Homme

13

www.cndh.org.ma

Le chef du gouvernement favorable à la légalisation des “crimes d’honneur”

Un séminaire a été organisé dernièrement sur le projet de réforme du Code pénal marocain avec la participation, entre autres, du chef du gouvernement, du ministre de la Justice et du **président du CCDH Mohamed Sabbar**.

L’un des articles les plus controversés du projet a fait l’objet d’un vif échange entre Benkirane et Ramid d’un côté et Mohamed Sabbar de l’autre. L’article dont il est question indique que des circonstances atténuantes doivent être prévues pour les crimes commis par l’un des époux lorsqu’il surprend son conjoint en flagrant délit d’adultère (Article 418).

Une altercation a eu lieu au moment où Sabbar a marqué son désaccord sur cette « nouveauté » qui légalise, tout simplement, les « crimes d’honneur ».

Extraits :

Benkirane : « Si tu rentres chez toi et tu trouves ta femme dans les bras d’un homme tu ne réagis pas ? Tu es satisfait de cette situation ? Est-ce que tu le souhaites pour ta femme, ta sœur ou ta fille ? Où est la fierté ? Où est la dignité ? Où est l’orgueil ? »

Sabbar : « J’irais porter plainte et je demanderais le divorce... »

Ramid : « OK, je suis d’accord avec toi, tous les Marocains qui trouvent leurs femmes dans les bras d’un autre homme, doivent se comporter calmement, refermer la porte derrière eux et les laisser finir... »

La salle éclate de rire...

Hallucinant ! N’est-ce pas ?

Chaque fois qu’il entend une opinion qui le dérange, notre chef du gouvernement ouvre sa boîte de Pandore, dégaine la même arme et nous sort sa phrase toute faite.

Imaginez que vous discutez avec quelqu’un de la question relative aux crimes d’honneur et du caractère irraisonnable et inéquitable de la commutation de la peine pour le meurtrier, il vous répond en personnalisant le cas, et en essayant de dévier la discussion comme si le sujet vous impliquait directement.

Bref, pour notre chef du gouvernement, cela signifie que le tueur est innocent et a le droit de tuer sa femme. De même que la femme est innocente si elle s’est vengée de son traître de mari en le liquidant.

Benkirane comprend ce meurtre, il compatit, et répond à tous ceux qui s’y opposent « Où est la fierté ? Où est la dignité ? Où est l’orgueil ? »

Il pense en son for intérieur, et de façon convaincue, que de cette manière il va confondre son adversaire et le toucher à mort, alors qu'en se comportant de la sorte il ne fait que ternir son image et sa responsabilité, qu'il entraîne vers le fond, vers ce qui est effrayant, en chatouillant les esprits des ignorants, des prédicateurs, et ceux qui ne reconnaissent ni la loi, ni la justice, ni l'Etat, ceux qui ne reconnaissent que la justice de la vengeance.

Toute personne équilibrée se doit de rejeter et condamner le meurtre, quel qu'en soit l'alibi, parce que rien ne peut le justifier, rien ne peut être une excuse pour tuer, il n'existe pas dans cette vie une cause aussi juste qui permette à son porteur de commettre l'irréparable.

L'homme primitif tuait son prochain, et les animaux s'entretuent encore aujourd'hui pour vivre, mais l'être humain, qui a inventé le droit, la justice, les tribunaux et l'Etat, n'a plus le droit de tuer, sous peine de se voir privé de liberté.

Le chef du gouvernement qui ne l'entend pas de cette oreille-là, laisse tomber toutes ses préoccupations et les dossiers de l'Etat, pour assister à un séminaire et y commettre une sortie pour le moins hallucinante.

A une personnalité qui est en harmonie avec elle-même et avec ses idées, qui, de surcroît, représente une institution officielle et qui défend un principe censé être défendu par tout le monde, il lance avec une enviable légèreté, tout comme des enfants qui discutent entre eux avec l'enthousiasme et la fougue de l'adolescence, ce à quoi personne ne s'attend :

« L'accepterais-tu pour toi-même ? Accepterais-tu la trahison de ta femme ? »

Benkirane apparaît sous son vrai visage, un visage qui ne sied pas à une personne qui assume la responsabilité d'un pays, lui qui nous a mis en garde contre l'ineptie et la dégénérescence du discours politique, il serait satisfait des meurtres qui sévissent entre les époux pour trahison, il serait pour l'annulation des tribunaux et l'encouragement de ce genre de crimes !

Mais tout ceci n'est pas de sa faute, la faute incombe à tous ceux qui éclatent de rire à la moindre futilité qu'il débite.

Est-ce que je suis satisfait ? Oui Monsieur Benkirane, l'homme par nature est satisfait de tout, sauf du meurtre. Le tueur est un criminel, même quand il s'agit d'un crime d'honneur, un criminel reste un criminel qui doit être puni pour son crime sans aucune espèce de circonstances atténuantes.

Quand Benkirane et Ramid défendent la loi de la jungle !

Encore une fois, Abdelilah Benkirane et ses ministres sont pris en flagrant délit. Le chef du gouvernement et son ministre de la Justice et des Libertés publiques Mustapha Ramid ne pouvaient être aussi clairs. Pour eux, le mari ayant tué sa femme en pleins ébats amoureux avec un autre homme doit bénéficier des circonstances atténuantes !

Le contexte de cette récidive n'est autre que la conférence organisée, samedi à Rabat, à l'initiative du Mouvement populaire (MP). Pour riposter à Mohamed Sebbar, secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), les deux dirigeants du PJD, et à défaut d'arguments solides, ont recouru à deux procédés différents.

Benkirane a choisi, comme à l'accoutumée, la provocation directe en posant une question qu'il croyait embarrassante à Sebbar : «Que feriez-vous monsieur Sebbar si vous trouviez votre femme avec un autre homme dans le lit?». Fort heureusement, Sebbar a répondu sur un ton calme et serein : «J'irai déclarer le fait au procureur, sinon je divorcerai de ma femme». Et c'est la réponse de Benkirane qui semble surprenante par son incitation au crime : «Désolé, on n'a pas encore perdu le sens de jalousie». Quant au second, c'est-à-dire Ramid, il a opté pour l'ironie en disant : «C'est bien de trouver ce genre d'homme calme et de sang-froid qui ferme la porte derrière et va déclarer auprès de la justice». Loin du droit de parole sur une question polémique, le drame est que ce sont deux ministres qui appellent, encouragent et incitent les hommes à commettre des crimes d'honneur, pensent-ils. Mais, ce que ni Ramid ni Benkirane ne disent pas c'est de savoir si la même situation est applicable aux femmes qui surprennent leurs maris en état d'adultère. Censés défendre l'Etat de droit, les deux responsables ont dévoilé leur nature. Ce n'est pas surprenant quand nous savons tous qu'ils s'opposent également au droit sacré à la vie!

Cette confrontation a été une occasion pour revenir sur un sujet controversé. Une véritable fracture entre deux visions bien claires dans la société. La première entend freiner le cours de l'histoire. La seconde se veut délibérément progressiste et réformiste, afin d'accompagner les mutations survenues sur les plans social, culturel, éthique et économique.

Quant à la question du jeûne, Sebbar a suivi son même raisonnement logique, qui stipule qu'on légifère pour les questions cruciales, alors que durant vingt ans, dit-il, «j'ai moi-même vérifié auprès du tribunal de première instance de Rabat pour savoir combien de dossiers relatifs aux personnes rompant ostensiblement le jeûne dans un lieu public y ayant été déférés ... je n'ai trouvé qu'une seule affaire!». On laisse dire aux citoyens qu'on est les gardiens du temple... Mohamed Sebbar a été là pour leur faire comprendre que «Dieu n'a pas besoin de vous pour le protéger». La messe est dite.

<http://www.maghress.com/fr/liberation/62219>



Recommandations du Comité des droits de l'Enfant

Séminaire à Rabat pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre

Un séminaire national de présentation et de suivi des recommandations du Comité des droits de l'Enfant sur les 3ème et 4ème rapports périodiques relatifs à la mise en œuvre de la convention des droits de l'enfant a été organisé, mercredi à Rabat, à l'initiative de la Délégation interministérielle aux droits de l'Homme et du Conseil national des droits de l'Homme.

Cette rencontre, initiée avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), entend "diffuser les observations finales du Comité des droits de l'enfant auprès des différentes parties prenantes nationales pour une meilleure appropriation des recommandations et de mettre en place un cadre de suivi de leur mise en œuvre".

Le comité des droits de l'enfant avait examiné, en septembre 2014, lesdits rapports périodiques et les protocoles facultatifs relatifs à la participation des enfants aux conflits armés, à la vente et à la prostitution des enfants ainsi qu'à la pornographie impliquant des enfants.

Dans son rapport, le Comité avait émis, en effet, ses observations concernant les éléments positifs identifiés mais aussi ses principales préoccupations, suggestions et recommandations relatives aux actions nécessitant un suivi.

Dans une allocution lue en son nom, le délégué interministériel aux droits de l'Homme Mahjoub El Hiba a indiqué qu'à l'effet d'élaborer les rapports périodiques, la Délégation a œuvré en étroite coordination avec les départements ministériels concernés, notamment le ministère de la famille, de la solidarité et du développement social.

Selon lui, cette démarche a permis d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant, de faire le point sur les carences soulevées en la matière et de scruter les voies de relever les défis avérés.

Dynamisation des politiques publiques intégrées

Elle a permis également aux départements ministériels de mesurer le degré de compatibilité de leurs stratégies avec l'approche axée sur les droits de l'Homme et avec les différentes dispositions de la convention des droits de l'enfant et de ses protocoles facultatifs.



De son côté, le ministre de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social a relevé que les recommandations établies par le comité des droits de l'enfant appellent à poursuivre les efforts visant la promotion des droits de cette frange de la société, en adaptant l'arsenal juridique avec le texte de la Convention, notamment le code de la famille et en hâtant l'annulation de toutes les dispositions discriminatoires à l'égard des filles et des femmes.

La ministre a également appelé à la coordination efficace pour la dynamisation des politiques publiques intégrées pour la protection des enfants au niveau des ministères et des autorités centrales, régionales et locales et l'adoption de l'approche des droits de l'enfant lors de l'élaboration du budget de l'État et la mise en place d'un système pour le suivi de l'application de l'utilisation des ressources au profit des enfants.

Elle a également appelé au renforcement du cadre de la coopération avec les instances publiques et les ONG lors de la mise en application des décisions et projets relatifs à la question de l'enfance.

De son côté, le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Driss El Yazami, a indiqué que les recommandations finales du Comité

des droits de l'Enfant des Nations Unies sur les troisième et quatrième rapports périodiques relatifs à la mise en œuvre de la convention des droits de l'enfant constituent une feuille de route pour la promotion des droits de l'enfant.

Il a souligné que le Maroc est appelé à consentir tous les efforts pour la dynamisation des recommandations selon une approche participative basée sur la participation de toutes les parties concernées.

Il a indiqué que le CNDH, outre ses prérogatives de suivi de ces recommandations, est concerné par l'une des recommandations élaborée par ce comité et qui définit le rôle des institutions nationales indépendantes des droits de l'homme dans la protection des droits de l'enfant.

La représentante de l'UNICEF au Maroc, Regina De Dominicis, a indiqué de son côté que ce document est très pertinent pour le Maroc vu qu'il intègre des orientations permettant de faire face aux contraintes identifiées et de proposer les actions prioritaires aussi bien en terme programmatique qu'institutionnel à entreprendre durant les cinq prochaines années en vue d'une meilleure réalisation des droits de l'enfant.



SOCIÉTÉ



Code Pénal

Eclairage sur un avant-projet controversé

Accusé de comporter des dispositions liberticides et rétrogrades par les acteurs de la société civile et le courant progressiste, l'avant-projet de loi de code pénal suscite une vive polémique dans les médias comme sur les réseaux sociaux. Qu'en est-il réellement ? Faut-il se réjouir ou s'inquiéter ? Eclairage. *Mouna Izddine*

307/56-58

Un mois et demi après sa mise en ligne sur le site du département de la Justice et des Libertés, la polémique ne désenfle pas autour de l'avant-projet de loi de code pénal. Pas plus que ne faiblit la mobilisation des détracteurs dudit projet. Sur facebook,

la page « القانون الجنائي لزيمر » (le Code pénal ne passera pas) dépasse à l'heure où nous mettons sous presse les 10.617 fans. Le débat sur les réseaux sociaux à ce sujet est tout aussi enflammé que celui qui agite l'hémicycle et anime les chroniques des journaux, où soutiens et opposants au projet, se battent à couteaux

tirés. Dernier fait en date, l'altercation, autour de l'allègement prévu des peines liées au crime d'honneur, entre le Premier ministre, le ministre de la Justice et le Secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH). Et ce lors d'une journée d'études sur le sujet organisée, le 8 mai dernier, par le Mouvement



Des amendements ont été introduits pour sanctionner la discrimination, le racisme et l'incitation à la haine dans l'article 431.

populaire (MP) de Mohand Laenser, qui figure parmi les farouches détracteurs de cette nouvelle mouture. Crime d'honneur, adultère, relations hors mariage, blasphème... Quelles sont les dispositions les plus controversées ? Et quid des avancées ? Décryptage.

Les avancées notables

Quelques amendements ont été reconus comme des avancées notables par les militants des droits de l'Homme, les féministes et le courant progressiste en général. Parmi eux, la criminalisation du mariage forcé et du harcèlement sexuel. Le premier, défini comme l'usage de contrainte, de violence ou de menaces de violence dans le but de forcer une personne au mariage, devrait, en vertu du nouveau code pénal, être puni d'une peine d'un mois à 6 ans de prison ferme,

assortie d'une amende allant de 2.000 à 20.000 dirhams. Si la victime est mineure, la peine et l'amende sont doublées, à savoir 12 ans de prison ferme et jusqu'à 40.000 Dhs d'amende. Le législateur devrait également sévir plus lourdement contre les harceleurs, en leur infligeant une peine allant de 1 à 6 mois de prison assortie d'une amende allant de 2.000 à 10.000 dirhams. Que le délit en question soit commis dans l'espace public ou par lettres, e-mails ou SMS. La peine est doublée si l'auteur de ce harcèlement sexuel est un collègue de la victime. Si cette dernière est mineure ou que son harceleur a une autorité sur elle, la sanction peut aller jusqu'à 3 ans d'incarcération, assortis d'une amende allant jusqu'à 50.000 dirhams. Par ailleurs, des amendements ont été introduits pour sanctionner la discrimination, le racisme et l'incitation à la haine dans l'article 431. Autant d'amendements réclamés depuis plusieurs années par les acteurs politiques et associatifs précités, en vue d'adapter ce corpus législatif à l'évolution de la société marocaine et l'aligner sur les conventions internationales ratifiées par le Royaume.

L'empreinte des conservateurs

La dernière réforme du Code pénal remonte au 17 juin 1963 (date de son entrée en vigueur en remplacement de celui de 1913), même si des amendements ont été portés au cours des décennies qui ont

La société civile est consciente des risques liberticides du nouveau projet de code pénal et de ses avancées.

suivi. En dehors du fait qu'ils estiment que l'approche participative n'a pas été respectée par Mustapha Ramid dans la préparation de ce projet de loi (voir déclarations en fin d'article), l'opposition parlementaire, appuyée par deux partis de la majorité (MP et PPS), ainsi que les représentants de la société civile, avouent leur déception de se retrouver, plus d'un demi-siècle après la dernière réforme, avec un projet de code pénal anachronique. Un projet en dissonance avec l'esprit avant-gardiste de la Constitution de 2011 et les conventions internationales ratifiées par le Maroc ces dernières décennies. Tous déplorent l'empreinte très conservatrice du parti de la Lampe sur cette mouture, et craignent que la définition vague de certains crimes et délits ne constitue la porte ouverte à des interprétations arbitraires et abusives de la part de magistrats zélés.

Liberté de conscience mise à mal ?

Les articles les plus préoccupants, à leurs yeux, menacent les acquis en termes de libertés individuelles et collectives et



« Une nouveauté qui replonge le Maroc de 2015 dans le Moyen-âge », relèvent avec sarcasme les adversaires de Ramid.

violent les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont le Royaume est signataire. Ainsi en va-t-il de l'article 219, qui punit d'une peine de un à 5 ans de prison et d'une amende de 20.000 à 200.000 dirhams toute insulte ou moquerie, par toutes les voies, y compris l'insinuation, envers Dieu et les prophètes. Que ce soit lors de réunions ou par l'intermédiaire d'écrits, dessins, caricatures, chants, comédies ou mimes. Pour les opposants au projet, dans un contexte de radicalisation religieuse d'une certaine frange de la société, ce nouvel article constitue une aubaine pour les takfiristes et réduirait comme une peau de chagrin la liberté de conscience déjà mise à mal par l'article 220 du code actuel. Ce dernier réprime, en effet, de 6 mois à 3 ans de prison toute tentative « de séduction dans le but d'ébranler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion ». Ceci alors même que la Constitution garantit la liberté de culte et les libertés de pensée, d'opinion et d'expression sous toutes ses formes (article 25). Dans

le même registre, figure le maintien de l'article 222 sur la rupture publique du jeûne pendant le mois de Ramadan par toute personne « réputée » de confession musulmane, acte sanctionné d'un à 6 mois de détention ou d'une amende de 2.000 à 10.000 Dh. A défaut d'obtenir une abrogation totale des articles incriminés, datant du protectorat français, les acteurs de la société civile espéraient au moins une levée des ambiguïtés du texte par une clarification de ses termes. Où s'arrête la liberté d'expression, où commence l'insulte, qu'est-ce exactement qu'ébranler la foi, qui certifie qui est musulman ou non, au nom de quoi ?

Relations hors mariage, crimes d'honneur, le Moyen-âge en 2015 ?

L'indignation la plus vive a incontestablement été soulevée par les articles 418 et 420 dudit projet de loi, et qui prévoient des circonstances atténuantes en cas de crime d'honneur. Ainsi, si un conjoint surprend son épouse (ou son mari pour les femmes) en flagrant délit d'adultère, et qu'il lui inflige coups et blessures ou la tue involontairement, la sanction peut être atténuée et passer de la perpétuité par exemple à une peine de prison limitée. Idem pour un membre de la famille (et non plus juste le chef de famille) qui surprendrait deux personnes en relation sexuelle illégitime dans son domicile et les blesserait ou les tuerait sous le coup de la colère. , relèvent avec sarcasme les adversaires de Ramid, non sans rappeler les drames sociaux engendrés par la

légitimation du crime d'honneur dans des pays tels le Soudan, le Bangladesh ou l'Irak, et qui font chaque année plus de 5.000 victimes à travers le monde, toutes des femmes. Parallèlement, sont maintenues les condamnations de l'homosexualité et des relations hors mariage. L'article 489 sanctionne, en effet, les relations entre personnes du même sexe de 6 mois à 3 ans de prison (en plus d'une amende de 2.000 à 20.000 dirhams), tandis qu'est criminalisé tout « contact sexuel » entre personnes de sexe différent non mariées (entre 1 et 3 mois de prison et de 2.000 à 20.000 DH d'amende) en vertu de l'article 490. Or, le « contact sexuel » n'étant pas clairement défini, cela pourrait élargir le champ de l'infraction à un baiser ou à une simple « enlaçade », comme le soulignent des opposants au projet.

La résistance s'organise

Enfin, autre point de discord et non des moindres : le maintien de la peine de mort contre laquelle ses opposants avaient obtenu que le droit à la vie soit inscrit dans la Constitution révisée de 2011 et qui espéraient son abolition définitive après un moratoire, de fait, de 22 ans (la dernière exécution, celle du commissaire Tabit, remonte à 1993). En somme, les détracteurs du projet estiment qu'une telle mouture est pleine de contradictions et que si elle venait à être adoptée, cela constituerait une entorse grave à la loi suprême et une entrave sérieuse à une réforme en profondeur de la justice. De même qu'elle ternirait l'image du Maroc à l'international alors même que ses forces vives s'évertuent à mener à terme les réformes nécessaires à l'instauration d'un véritable Etat de droit. Quoiqu'il en soit, la fronde contre ce projet de loi de toutes les polémiques semble s'organiser lentement mais sûrement. Un collectif d'associations s'est, à ce titre, constitué en vue de présenter ses critiques et proposer un texte alternatif au ministère de la Justice et des Libertés. Mustapha Ramid, trouvera-t-il un terrain de compromis avec ses adversaires progressistes ou cherchera-t-il à contenter ses bases partisans à la veille des élections? Affaire à suivre.... *



Ils ont dit

1- Salah el Ouadli, président de l'Association Damir pour la Liberté de conscience

La société civile a raison de s'insurger contre le projet. A la lecture de ce dernier, ce qui saute aux yeux, c'est son ton sécuritaire qui appartient à une autre époque. Celle contre laquelle des générations se sont battues (...) Concernant les dispositions qui touchent aux pratiques religieuses (...), il faut être clair là-dessus. Nous sommes contre les atteintes aux religions et pour le respect des pratiques religieuses de chacun, pourvu qu'elles ne touchent pas les libertés d'autrui. Et si nous nous battons pour la liberté de conscience, nous nous battons avec la même vigueur pour la liberté de croyance. Mais cela ne veut pas dire soustraire ces questions du débat public. Sinon nous sommes dans un Etat théocratique, avec toute l'approche liberticide qui en découle. Faut-il contrer le projet ? Je dirais : nourrir le débat public et l'ouvrir à tous, dans le strict respect des uns et des autres. La mobilisation est également de mise. La société civile est invitée à jouer le rôle majeur qui est le sien : débattre, clarifier, se mobiliser...

2- Bouchra Abdou, Ligue démocratique des droits de la Femme

Ce projet est venu arrêter l'élan progressiste de la société marocaine pour répondre à une idéologie partisane. Il faut reconnaître qu'il y a eu quelques avancées en matière de droits des femmes, néanmoins, beaucoup d'autres dispositions sont en contradiction totale avec la philosophie égalitariste de la Constitution et les conventions interna-

tionales ratifiées par notre pays dans le domaine. Par ailleurs, on espérait un lo-cadre pour criminaliser toutes les formes de violence envers les femmes, qui irait de la prévention au dédommagement en passant par la protection des victimes, et non des retouches cosmétiques. Ce projet est éminemment politicien, il faut arrêter cette mascarade. Nous demandons son retrait et sa révision à la lumière des consultations avec la société civile.

3- Mounir Bensalah, coordinateur national du Mouvement Anfass Démocratique

Sur la forme, le ministre de la Justice défend ce projet comme s'il était sacré, alors que c'est un avant-texte imparfait, élaboré en un mois et demi ou deux et que, dans la logique démocratique, il devrait en débattre avec tous les acteurs concernés puis proposer un nouveau texte collégial. Pour ce qui est du fond, on reconnaît un certain nombre d'avancées (introduction des peines alternatives, abrogation de l'assignation à résidence surveillée et de la dégradation civique, etc.), mais beaucoup d'autres dispositions sont passées et dégageant des relents obscurantistes étrangers aux valeurs marocaines. Enfin, ce texte est trop flou et risque d'ouvrir le champ à des interprétations abusives. A nos yeux, ce projet est purement politique et vise à museler les voix contestataires des citoyens aspirant à plus de liberté, de démocratie et de droits humains. Nous rejetons cet avant-projet et demandons sa révision totale.

4- Ibtissame Lachgar, militante pour les libertés individuelles

Ce projet, avec ses lois abusives étouffant nos libertés individuelles et fondamentales, s'apparente à une véritable inquisition socioreligieuse. D'où l'importance de nous solidariser afin de lutter contre ces propositions moyenâgeuses. La liberté est loin d'être un acquis, elle s'arrache, et aujourd'hui bien plus qu'hier. Si nous voulons une société qui respecte la diversité et la liberté de toutes et tous, notre voix doit porter suffisamment haut. Pour cela, il convient d'oser briser les tabous et de dénoncer les hypocrisies (liberté de conscience, droits sexuels et reproductifs...) anachroniques. Il est urgent de lutter contre l'obscurantisme, l'intégrisme religieux et le patriarcat, contenus indigestes de notre actuel Code pénal et de celui qui se trame...

5- Aïda, membre du collectif Aswat pour la lutte contre la discrimination fondée sur la sexualité et le genre

Le maintien des sanctions contre les homosexuels dans le projet de nouveau Code pénal était prévisible, vu que le débat dans les instances politiques en faveur des droits des minorités sexuelles n'a jamais été engagé à ce jour. En même temps, nous relevons des incohérences dans la politique gouvernementale qui tend à combiner entre le référentiel d'universalité et d'indivisibilité des droits humains auquel adhère notre pays et le référentiel religieux, dès lors qu'on évoque les droits LGBT et les droits individuels en général. Le Maroc a engagé d'importants chantiers de réforme au niveau de son économie, l'Etat pourrait également prendre en considération l'évolution de la société et répondre aux besoins de ses citoyens, notamment parmi les minorités qu'il a le devoir de protéger *



Questions de fond

Ahmed Charaï

307/13

Notre groupe a toujours refusé de relayer et de commenter les dérives verbales de la classe politique dans son ensemble et ses joutes indignes. Notre position, claire, plusieurs fois réaffirmée, est que le débat public doit être d'un niveau qui permette aux citoyens de se faire une opinion sur les enjeux. C'est le seul moyen d'assurer leur adhésion aux institutions représentatives et leur mobilisation lors des échéances électorales.

Ce qui s'est passé entre le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, et M. Sebbar, Secrétaire Général du CNDH, lors d'une conférence organisée par le Mouvement Populaire autour du nouveau projet de code pénal, nous interpelle au plus haut point, parce qu'il s'agit de questions de fond sur les plans politique et social.

Le chef du gouvernement a choisi d'y assister, non pas en tant qu'intervenant, mais comme simple auditeur assis avec le public. Il a harangué, à plusieurs reprises, le représentant du CNDH. En particulier, sur la question des crimes d'honneur :

« Que feriez-vous si vous surpreniez votre femme avec un autre », a-t-il demandé.

« J'appellerai la police, mais je ne la tuerais pas », lui a répondu Sebbar. Benkirane contre-attaque en lançant : « Il y a encore quand même de la fierté dans ce pays ».

Nous ne sommes plus sur le terrain des divagations et des insultes.

Le chef du gouvernement justifie les crimes d'honneur et les soutient. C'est scandaleux à plusieurs niveaux. D'abord parce qu'il est une « institution » et qu'à ce titre, il doit respecter les grands consensus nationaux dont le choix de l'universalité est un axe primordial. Quelles que soient ses convictions personnelles, il ne peut se départir de sa position constitutionnelle. Or, là, il incite au crime d'honneur.

En pratique, et les chiffres le prouvent, il y a vingt fois plus de plaintes pour adultère que pour crimes passionnels, sans oublier ceux qui préfèrent un divorce discret au scandale ; et ils sont les plus nombreux.

La discussion porte sur la norme du droit. Celle-ci n'est pas faite pour céder aux passions, mais pour organiser la vie en collectivité dans le respect de principes.

Lesquels font du droit à la vie, le premier droit humain. Ce n'est pas la conception du chef de gouvernement, qui est pour le maintien de la peine de mort, mais qui, au nom du droit à la vie, est contre l'avortement, en toutes circonstances.

Plus grave encore : le chef du gouvernement a accusé une institution constitutionnelle, le CNDH, d'être animée par une idéologie marginale au sein de la société et de défendre les criminels. C'est grave parce que nous sommes face à une prise de position anti-démocratique. La construction démocratique ne peut supporter une telle attitude. C'est un débat de fond. La légitimité électorale ne permet pas de remettre en cause l'architecture institutionnelle. Abdelilah Benkirane n'arrive décidément pas à revêtir l'habit de chef du gouvernement de tous les Marocains, de toute la société.

Le chef du gouvernement justifie les crimes d'honneur et les soutient. C'est scandaleux à plusieurs niveaux.





بعد إن منع الصحفي علي المرابط من ممارسة مهنته الصحفية لمدة 10 سنوات ، و ألان يحرم من الحصول على شهادة الإقامة

الجمعية المغربية لحقوق الإنسان فرع تطوان

بيان

بعد إن منع الصحفي علي المرابط من ممارسة مهنته الصحفية لمدة 10 سنوات ، و ألان يحرم من الحصول على شهادة الإقامة لاستكمال الإجراءات الإدارية للحصول على بطاقة التعريف الوطنية من قبل السلطات الامنية بتطوان. وبغية استجلاء دوافع هذا الحرمان تقدم مكتب فرع تطوان للجمعية المغربية لحقوق الاتسام يومه الخميس 07/05/2015 إلى مكتب رئيس منطقة الأمن بولاية الأمن بتطوان مصحوبا بكل الوثائق بما فيها صورة من جواز سفره التي تثبت محل إقامته، ووعدنا رئيس المنطقة بان يرد على هذا الطلب ريثما إن يجري استشارات في الموضوع غير إننا لم نتلقى اي جواب من قبله، و يومه الاثنين 11/05/2015 قمنا بمرافقة علي المرابط إلى المقاطعة الثانية للامن الكائنة إمام العمالة القديمة في محاولة أخرى لطلب شهادة الإقامة وقد عابنا امتناعهم عن تسليم الوثائق منه. وفي هذا الصدد لا بد من التذكير الى إن المكتب المركزي للجمعية المغربية لحقوق الإنسان قد راسل عدد من المسؤولين في هذا الشأن كالوزير الأول ووزير العدل و الحريات ووزير الداخلية و الوزير المنتدب المكلف بحقوق الإنسان **ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان**. إننا في مكتب فرع تطوان للجمعية المغربية لحقوق الانسان نعتبر إن حرمان مواطن من وثيقة إدارية بسيطة يعد ضربا للقوانين الوطنية الجاري بها العمل ومسا خطيرا للحقوق التي تكفلها القوانين الوطنية و مختلف الوثائق الدولية لحقوق الانسان .

عن المكتب تطوان: 11/05/2015

<http://www.demainonline.com/2015/05/14/%D8%A8%D8%B9%D8%AF-%D8%A5%D9%86-%D9%85%D9%86%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%AD%D9%81%D9%8A-%D8%B9%D9%84%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A7%D8%A8%D8%B7-%D9%85%D9%86-%D9%85%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%B3%D8%A9/>



Les femmes d'Afrique à l'honneur à Essaouira

■ Comme chaque année, en marge du Festival Gnaoua et Musiques du Monde, le forum du festival se penche sur une thématique d'actualité pour ouvrir débats et échanges entre divers acteurs ■ Cette année, l'édition du forum est dédiée aux femmes d'Afrique.

Le Festival Gnaoua et Musiques du Monde n'est pas que ces fabuleux concerts. Depuis plus d'une décennie, le forum du festival s'attache à la portée intellectuelle de l'événement. Ayant l'Afrique et son avenir au centre de ses préoccupations, le forum poursuit la réflexion autour de l'africanité. «Ce festival pionnier est le prolongement naturel, culturel et musical de la nouvelle doctrine diplomatique et culturelle et économique du Maroc dans son continent», explique Neila Tazi, directrice et productrice du festival.

Cette année, le forum a choisi d'axer les débats sur les «Femmes d'Afrique ; créer, entreprendre». Un pont essentiel fait entre la création artistique et l'entrepreneuriat comme levier d'émancipation de la femme et de développement du continent. Révolus sont les temps où la femme restait confinée à l'anonymat, malgré tous ses efforts et sa collaboration colossale, quand elle n'est pas exclusive, au fonctionnement de la famille et de la communauté. C'est bien dans cet esprit-là que le forum compte défricher davantage de potentialités féminines en s'évertuant à générer réflexions et recommandations pour un meilleur avenir. Les débats ont lieu en présence de professeurs, d'anthropologues, de sociologues, de chefs d'entreprises, de militantes et d'artistes pour partager leurs expériences. A cet effet, l'historienne tunisienne et grande figure du féminisme, Sophie Bessis, ouvre la conférence inaugurale qui donne lieu à deux tables rondes. Celle de «La famille en révolution» réunit la professeure Fatima Sediqi, dont les études sur le genre font la fierté de l'Université de Fès, l'anthropologue Ma-



riem Baba Ahmed et Esther Madudu, sage-femme et rien que candidate au prix Nobel de la paix 2015 !

Concernant «La nouvelle visibilité professionnelle des femmes», Miriem Bensaleh Chaqroun, en tant que présidente de la CGEM, débat avec Ouidad Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, de Rajaâ Cherkaoui El Moursli, la professeure à l'Université Mohammed V, récemment détentrice du prix L'Oréal/Unesco «for women in science» et Oumou Sangaré chanteuse, militante, entrepreneuse et donc bien visible !

Dans «Femmes et création», retrouvez la créatrice Aïssa Dione, Awa Mité, créatrice et directrice du festival Daoulaba, la plasticienne Najia Mehadjji, la journaliste Ghania Mouffok et l'écrivaine Léonora Miano. Le débat s'articule autour de la création féminine dans le continent africain, avec des

témoignages sur les succès et les difficultés multiples rencontrées.

Enfin, «Femmes et politique» accueille notre ministre déléguée des affaires étrangères et de la coopération, Mbarka Bouaida. À ses côtés, Irabiha Abdel Wedoud, présidente de la Commission nationale des droits de l'homme, Amal El Amri, Secrétaire générale adjointe de l'Union marocaine du travail et la brave Amina Slaoui, présidente de l'Amicale des handicapés.

Pour rappel, le forum du Festival gnaoua et Musiques du Monde a été initié en 2012 en partenariat avec le CNDH, afin de créer cet espace d'échange et de débat qui complète la manifestation artistique par un travail de réflexion profonde sur des sujets d'utilité culturelle, économique et sociale ■

F.M.



TÊTE D'AFFICHE

Torture, plus jamais ça !

4800/6

Le président de Conseil national des droits de l'homme (CNDH) vient de faire deux annonces qui feront certainement gagner des galons au Maroc en matière de respect des droits de l'Homme. A en croire Driss Yazami, c'en sera bientôt fini avec les cas de présumptions de torture. Une sorte de police sera mise en place par le CNDH et sera habilitée à rendre des visites intempestives aux commissariats et aux centres de détention. En même temps, le président du CNDH annonce la création, à Rabat, d'un centre international de formation aux droits de l'Homme. A ce rythme, demain personne ne pourra plus user de la carte des droits de l'Homme pour faire chanter tout un pays ■ **T.A.E.**



18-ème Festival Gnaoua : Une parade haute en couleur ouvre le bal

Essaouira, 14 mai 2015 (MAP) - Une parade haute en couleur a ouvert, jeudi à Essaouira, le bal pour quatre jours de fête et d'interaction culturelle, à l'occasion de la 18-ème édition du Festival Gnaoua et musiques du monde, organisée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI. Dans une ambiance festive et joyeuse, une vague humaine multicolore a franchi la Médina d'Essaouira de Bab Doukkala vers la place El Menzah, jalonnée de troupes folkloriques de différentes régions du Maroc, sous le regard admiratif et curieux du public du festival et des badauds. Au programme de cette soirée d'ouverture, marquée par la présence du conseiller de SM le Roi et président fondateur de l'association Essaouira-Mogador, M. André Azoulay et du gouverneur de la province d'Essaouira, Jamal Makhtatar, en plus d'autres personnalités, prévoyait également une résidence artistique animée par Maâlem Hamid El Kasri et Hamayun Kahn d'Afghanistan, une fusion interprétée par Maâlem Mustapha Bakbou et le groupe danois Mikkel Nords Band, en plus de morceaux typiquement gnaouis interprétés par Maâlem Mokhtar Guinea et Maâlem Abdelkebir Merchane. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, le directeur artistique du festival, Abdeslam Alikan a souligné que pour cette édition, "nous sommes restés fidèles à l'esprit du festival et notre mission de promouvoir l'art gnaoui avec son authenticité et sa charge culturelle et d'assurer son rayonnement sur la scène artistique, tout s'ouvrant sur des musiques et des cultures venues d'ailleurs". Ainsi, le festival investira les espaces les plus emblématiques de la ville, comme la Place Moulay Hassan et la plage pour les spectacles publics, en plus de la terrasse du Borj de Bab Marrakech pour des concerts en plein air et Dar Souiri et la Zaouia Issaoua, qui reçoivent les concerts intimistes. Comme à leur habitude, les organisateurs se sont montrés audacieux dans la concrétisation de l'esprit de ce festival, en allant chercher des musiques et des cultures aussi lointaines que différentes pour les inviter à fusionner ou côtoyer la musique gnaouie. Un exercice qui démontre, à chaque fois, que cette composante du patrimoine marocain synthétise des siècles et des siècles d'échanges et d'interactivités interculturelles, notamment avec l'Afrique subsaharienne. Ainsi, une pléiade de maâlems gnaouis partageront la scène avec des passeurs de culture de plusieurs coins du monde, comme Kenny Garrett des Etats-Unis, Humayun Khan de l'Afghanistan, Tony Allen du Nigéria et Sonny Troupé de Guadeloupe, ainsi que les groupes Les Ambassadeurs du Mali, Mikkel Nords Band du Danemark, Marifat Sufi Band du Pakistan et Timbuktu (Maroc/Mali/Sénégal). Des artistes marocains, aux expériences musicales très diversifiées, seront également de la partie, comme Hindi Zahra, Aziz Sahmaoui, Mehdi Nassouli, Barry et Amran El Maleh (Jauk), en plus des groupes Diapa-Zone et Darga. Les jeunes musiciens d'Essaouira se verront, eux, s'offrir une fenêtre sur le grand public, à travers la scène Ouled Mogador. La programmation artistique sera accompagnée de moments de réflexion sur l'Afrique et son avenir à travers le Forum organisé en partenariat avec **le Conseil National des Droits de l'Homme** et qui s'est inscrit, au fil des ans, dans l'esprit du festival. Cette année, l'honneur sera à la femme africaine à travers le thème "Femmes d'Afrique : créer, entreprendre". Ce sera une occasion de mettre l'accent sur les femmes entrepreneurs et créatrices et sur leur rôle dans la dynamique sociale et économique africaine.

<http://www.menara.ma/fr/2015/05/15/1616708-18-%C3%A8me-festival-gnaoua-une-parade-haute-en-couleur-ouvre-le-bal.html>

Des acteurs locaux pour la création d'un observatoire régional de suivi des recommandations onusiennes concernant les droits des femmes

Marrakech - Les participants à une journée d'information et de sensibilisation à Marrakech sur "les engagements internationaux du Maroc en matière des droits des femmes" ont recommandé la création d'un observatoire régional de suivi et d'évaluation de la mise en application des recommandations onusiennes concernant les droits des femmes.

Des acteurs locaux pour la création d'un observatoire régional de suivi des recommandations onusiennes concernant les droits des femmes

Les participants à cette journée, dont des représentants de la société civile, des départements gouvernementaux, des élus locaux et des chercheurs, ont mené, mardi à Marrakech, une réflexion collective pour identifier des pistes prometteuses pour la mise en place, au niveau local et régional, d'un tel mécanisme régional dédié à la recherche, la réflexion et le suivi de la mise en œuvre des recommandations onusiennes en matière des droits des femmes.

Les participants ont également plaidé une série de mesures pour renforcer les capacités des différents intervenants afin de s'assurer une implication efficace et des actions efficaces dans le domaine des droits des femmes, indique M. Abdelaziz Karray, directeur de la coordination et de la promotion des droits de l'homme à la délégation interministérielle des droits de l'homme (DIDH).

Et d'ajouter que les intervenants à la rencontre de Marrakech ont aussi appelé à la création d'un système d'information pour la collecte des données concernant l'intégration des recommandations onusiennes relatives aux droits des femmes dans les politiques locales.

Les travaux de la journée d'information et de sensibilisation ont porté sur "les engagements internationaux en matière des droits de l'Homme", "le plan gouvernemental pour l'égalité en perspective de la parité IKRAM-", "le rôle du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** en matière de protection des droits des femmes" et "Egalité, parité et non-discrimination à l'égard des femmes: référentiel international et mandat de l'ONU-Femme".

http://www.emarrakech.info/Des-acteurs-locaux-pour-la-creation-d-un-observatoire-regional-de-suivi-des-recommandations-onusiennes-concernant-les_a7597.html

L'équilibre entre les droits et les libertés est un des piliers de la stratégie sécuritaire

jeudi, 14 mai 2015

L'équilibre entre les droits et les libertés est un des piliers d'évaluation de la stratégie sécuritaire, a déclaré mercredi le ministre de l'intérieur Magdi Abdel Faghar durant les entretiens tenus avec le président du **Conseil National des droits de l'Homme (CNDH)**, M.Mohamed Fayek.

La coopération entre le ministère et le CNDH a été au menu des entretiens afin de faire prévaloir les valeurs du respect des DH et de garantir les libertés fondamentales.

Le ministre a précisé que les policiers respectaient les textes ainsi que "l'esprit de la loi", étaient les garants des libertés et des droits et se souciaient de devenir un exemple à suivre par leur conduite et leur éthique.

M.Fayek a pour sa part affirmé le soutien du CNDH au ministère face aux grands défis à relever, a apprécié le sacrifice des policiers en luttant contre le terrorisme et a souligné l'intérêt particulier accordé à la coopération avec le ministère et au garantie de la promotion des droits de l'Homme.

http://www.sis.gov.eg/Fr/Templates/Articles/tmpArticleNews.aspx?ArtID=73797#.VVXkSPI_NHw